



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
24 août 2017
Français
Original : Anglais, espagnol et
français
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Seizième session

Ordos (Chine), 7-13 septembre 2017

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire

Mise en œuvre efficace de la Convention aux niveaux national, sous-régional et régional

Moyens de garantir des investissements supplémentaires et relations avec les mécanismes financiers: rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur ses stratégies, programmes et projets de financement des surcoûts convenus des activités se rapportant à la désertification

Rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur ses stratégies, programmes et projets de financement des surcoûts convenus des activités se rapportant à la désertification

Résumé

Le Mémoire d'accord entre la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) adopté par la décision 6/COP.7, dispose que le FEM soumettra, à chacune des sessions ordinaires de la Conférence des Parties [Conférence of Parties (COP)], par le biais du secrétariat, un rapport d'informations portant sur ses stratégies, programmes et projets de financement des surcoûts convenus en ce qui concerne les activités liées à la désertification.

L'annexe à la décision 11/COP.9 dispose que le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention [the Committee for the Review of Implementation of the Convention (CRIC)] doit se joindre à la COP dans l'examen de la collaboration avec le FEM, dans le cadre des sessions tenues conjointement avec la Conférence des Parties.

Dans sa lettre en date du 20 juillet 2017, la directrice générale et présidente du FEM a fait parvenir au Secrétaire exécutif de la CNULCD le rapport d'informations que le FEM avait soumis à la COP à sa treizième session. Ce document rend compte sur les activités du FEM en matière de gestion durable des sols, couvrant la période entre le 1er juillet 2015 et le 30 juin 2017.

Le secrétariat de la CNULCD a reproduit ledit rapport d'informations tel qu'il avait été soumis, sans y effectuer de modifications, et l'a présenté pour examen par le CRIC, afin de contribuer à tous les projets de décisions que le CRIC est susceptible de soumettre pour examen par la COP.



**Rapport du Fonds pour l'environnement mondial
à la treizième session de la Conférence des Parties
à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification**

19 juillet 2017

Table des matières

Abréviations et sigles.....	4
Résumé analytique.....	5
Introduction	9
Buts et objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres ».....	9
Partie I : Suite donnée par le FEM aux décisions de la Conférence des Parties	10
Partie II : État du portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » du FEM	12
Tendances de la programmation	13
Objectifs par domaine d'intervention.....	13
Programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention	14
Tendances géographiques	16
Partie III : La gestion durable des terres comme composante d'autres fenêtres de financement du FEM.....	18
Programme de renforcement des capacités transversales.....	18
Programme de microfinancements.....	18
Instruments hors aides directes	19
Projets à plusieurs financements internes.....	19
Partie IV : État d'avancement de la programmation pendant FEM-6.....	20
Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres »	20
Degré d'utilisation des ressources allouées en application du Système transparent d'allocation des ressources.....	20
Degré d'utilisation des ressources réservées	21
Partie V : Suivi et évaluation du portefeuille	22
Progrès vers la réalisation des objectifs institutionnels pendant FEM-6.....	22
Rapport de suivi annuel du portefeuille	22
Analyse des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du domaine d'intervention pendant FEM-5	22
Évaluation du domaine d'intervention « dégradation des terres »	23
Appui du FEM à la neutralité en matière de dégradation des terres et aux objectifs de développement durable.....	24
Partie VI : Conclusions	25
Partie VII : Annexes (English only).....	26
Annex 1. GEF-6 Land Degradation Focal Area Results-Based Management Framework	27
Annex 2. Land Degradation Focal Area Project Portfolio Approved in FY16 and FY17.....	30
Annex 3. Land Degradation-Relevant Projects Approved under Other Windows in FY16 and FY17	39
Annex 4. Summary of Approved Programs and Projects.....	42

Abréviations et sigles

BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CI	Conservation International
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COP	Conférence des parties
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
DB	Diversité biologique
DG	Directeur général
DDTS	Désertification, dégradation des terres et sécheresse
EX	Exercice budgétaire
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIP	Fiche d'identité de projet
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
FPMA	Fonds special pour les pays les moins avancés
FSCC	Fonds spécial pour les changements climatiques
GDF	Gestion durable des forêts
GDT	Gestion durable des terres
GES	Gaz à effet de serre
IVDN	Indice de végétation par différence normalisée
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OSC	Organisation de la société civile
PMA	Pays les moins avancés
PAN	Programme d'action national
PEID	Petits États insulaires en développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPG	Financement pour la préparation de projets
REDD	Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts
RC	Renforcement des capacités
STAR	Système transparent d'allocation des ressources
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WWF-US	World Wildlife- Etats-Unis

Résumé analytique

1. Le présent rapport a été établi par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la treizième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), qui se tiendra du 6 au 16 septembre à Ordos (Chine). Il s'agit du sixième rapport que le FEM présente à la Conférence des Parties en application des dispositions du Protocole d'accord conclu entre le Secrétariat de la CNULD et le Secrétariat du FEM. C'est également le quatrième rapport présenté par l'institution depuis la modification apportée à l'Instrument du FEM en vue d'inclure la CNULD parmi les conventions pour lesquelles le Fonds fait office de mécanisme financier.
2. Le rapport fournit des informations sur les activités menées par le FEM dans le cadre de son domaine d'intervention « dégradation des terres », précisément en matière de gestion durable des terres (GDT), pour la période comprise entre juillet 2015 et juin 2017. Les activités menées dans les autres domaines d'intervention du FEM et les fenêtres de financement ayant trait à la GDT sont également présentées. La période considérée coïncide avec les deuxièmes et troisièmes années du sixième cycle de reconstitution du FEM (FEM-6, du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2018), et renseigne donc sur les progrès accomplis en matière de programmation dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » au titre de FEM-6.

Suite donnée par le FEM aux décisions de la Conférence des Parties

3. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des progrès considérables ont été enregistrés dans la suite donnée aux décisions prises à la 12^e Conférence des Parties sur la collaboration avec le FEM. On trouvera dans la première partie du rapport ces décisions et la suite qui leur a été donnée par le Secrétariat du FEM ainsi que les mesures prises à cet égard.

Principales caractéristiques du portefeuille « dégradation des terres »

Ensemble des financements programmés par le FEM

4. Au cours de la période considérée, 60 projets au total ont été approuvés sur les ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » et d'autres fenêtres de financement apparentées. Les financements du FEM pour ces projets se sont élevés au total à 587,7 millions de dollars et ont mobilisé 3,225 milliards de dollars de cofinancement. Les pays ont utilisé ces ressources dans le cadre de 11 projets du domaine d'intervention « dégradation des terres » pour un montant de 30 millions de dollars et de 49 projets plurisectoriels pour un montant de 557,7 millions de dollars des ressources du FEM.

Tableau 1 : Programmation des ressources du FEM au cours de la période considérée (juillet 2015 à juin 2017)

Type de projet	Nombre de projets	Ressources du FEM (millions de dollars)	Cofinancement (millions de dollars)
Projets liés à la dégradation des terres	11	30	171,2
Projets multisectoriels	49	557,7	3 054,2
Total	60	587,7	3 225,3

5. Les 49 projets multisectoriels approuvés pendant la période considérée comprennent 93,2 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres ». Cet investissement était lié aux 464,5 millions de dollars de ressources du FEM mobilisés dans d'autres domaines d'intervention et programmes d'incitation, notamment « diversité biologique » (234,3 millions de dollars), « changements climatiques » (78 millions de dollars), « gestion durable des forêts » (148,5 millions de dollars), « eaux internationales » (0,8 million de dollars) et « produits chimiques et déchets » (2,9 millions de dollars).

Répartition régionale

6. Le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » approuvé pendant la période considérée est représenté par 53 projets nationaux dans 50 pays de toutes les cinq annexes de la CNULD – Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et de l'Est, et Méditerranée Nord. Un montant total de 496,9 millions de dollars de dons du FEM a été approuvé pour ces cinq régions pendant la période considérée. Le reste, soit 90,8 millions de dollars, a été programmé dans le cadre de six projets mondiaux et d'un projet régional visant à investir dans la mise en œuvre de mesures coordonnées par plusieurs pays (29 pays, dont la plupart sont en Afrique) ou à résoudre des questions thématiques au titre de la GDT.

Exploitation des synergies au moyen d'autres fenêtres de financement du FEM

7. Pendant la période considérée, 23 projets ont été approuvés par d'autres fenêtres du FEM intéressant le domaine d'intervention « dégradation des terres », dont 19 projets au titre du Programme de renforcement des capacités transversales, trois projets au titre du programme pilote relatif aux instruments financiers hors aides directes et un projet à plusieurs sources de financement internes avec le Fonds pour les pays les moins avancés. Grâce à ces fenêtres, 39,5 millions de dollars de dons et 31,6 millions de dollars de concours financiers hors aides directes ont été fournis, ce qui a permis de mobiliser 270 millions de cofinancement.

État d'avancement des activités pendant FEM-6

Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres »

8. Sur le montant total de 431 millions de dollars alloué au domaine d'intervention « dégradation des terres » pendant FEM-6, 246,3 millions ont été affectés à des programmes pendant la période allant du 1er juillet 2014 au 30 juin 2017. Ce chiffre représente un taux d'utilisation de 57,1 % du montant alloué sur une période de trois ans pendant FEM-6 (juillet 2014 à juin 2018) et est conforme à la programmation d'ensemble pendant FEM-6 dans tous les domaines d'intervention.
9. À sa 51^e réunion en octobre 2016, le Conseil du FEM a approuvé une mesure visant à remédier au manque à gagner résultant des fluctuations des taux de change¹. L'objectif révisé pour les ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres » devrait être actuellement d'environ 365 millions de dollars, soit environ 85 % du montant total de 431 millions de dollars. Les montants alloués aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement, aux ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des terres » et aux activités habilitantes ne sont pas touchés.

Utilisation des allocations nationales au titre du Système transparent d'allocation des ressources

10. Pendant FEM-6, 346 millions de dollars sont directement alloués à 144 pays au titre de la dégradation des terres par le biais du Système transparent d'allocation des ressources (STAR). À la fin de juin 2017, 178 millions de dollars (51,4 %) du montant total alloué au domaine d'intervention « dégradation des terres » au titre du STAR ont été utilisés par 72 pays sur 144.

¹ <www.thegef.org/council-meeting-documents/update-gef-6-resource-availability-0>.

Financement des activités habilitantes

11. Le FEM a annoncé son appui au projet sur la neutralité en matière de dégradation des terres à la 12e Conférence des Parties à Ankara en 2015 (GEF ID #9365). À cette Conférence, les parties à la CNULD ont décidé que l'effort fait pour atteindre la cible 15.3 des objectifs de développement durable est un puissant moteur pour la mise en œuvre de la Convention, et s'inscrit dans le champ d'application de celle-ci. Ce projet a été approuvé et a utilisé les 3 millions de dollars alloués. En outre, un programme d'appui mondial conçu en coopération avec le Mécanisme mondial est en cours d'élaboration. Par ailleurs, les pays peuvent déjà demander un appui aux activités habilitantes, d'un montant de 70 000 dollars, fourni grâce à un projet-cadre distinct. À ce jour, 54 pays ont soumis la lettre de validation de leur point focal technique, condition préalable pour recevoir les fonds.

Suivi et évaluation du portefeuille

12. En se basant sur le mandat du domaine d'intervention et les possibilités d'avoir un impact aux effets transformateurs, l'objectif du domaine d'intervention pendant FEM-6 est de couvrir une superficie totale de 120 millions d'hectares au titre de la GDT. Cet objectif comprend potentiellement des zones de culture, des parcours et des paysages forestiers dans les régions touchées. Les projets approuvés pendant FEM-6 à ce jour ont un objectif cumulé ex ante de 73,4 millions d'hectares, soit environ 61 % de l'objectif de l'institution, ce qui indique que des progrès satisfaisants sont faits en vue de la réalisation de cet objectif. Les projets du domaine d'intervention « dégradation des terres » approuvés pendant la période considérée concernent 34,1 millions d'hectares, soit environ 28 % de l'objectif pendant FEM-6.
13. Le Bureau indépendant d'évaluation du FEM a évalué la pertinence, la performance, l'efficacité et l'optimisation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres ». L'étude d'ensemble² porte sur les activités financées par des dons du FEM qui sont menées sur des terres agricoles, des parcours, des terres productives dégradées et des terres désertiques et en matière de lutte contre le déboisement et la désertification. Elle couvre 485 projets et consiste en une analyse des résultats de 76 projets déjà achevés, une évaluation de la qualité au départ et 20 entretiens avec des informateurs-clés.
14. L'étude confirme que le domaine d'intervention « dégradation des terres » est très pertinent i) eu égard aux mandats des organismes partenaires du FEM ; ii) en ce qui concerne les besoins des pays de toutes les régions, en particulier l'Afrique ; et iii) étant donné que selon la CNULD les cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres, les projets et les autres initiatives de gestion durable des terres constituent des instruments efficaces pour mobiliser des financements durables additionnels et des investissements responsables et durables pour faire face aux questions liées à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse. En outre, elle offre des enseignements utiles sur les programmes et les priorités dans les pays touchés, ce qui contribuera à l'élaboration des orientations du domaine d'intervention pendant la phase de reconstitution de FEM-7.
15. L'analyse de l'optimisation des ressources montre une forte réduction de la fragmentation et des pertes de forêts et de végétation. Les projets du domaine d'intervention « dégradation de terres » ont permis d'augmenter l'indice de végétation par différence normalisée (IVDN) de 0,03 % et de réduire les pertes de forêts de 1,3 %. Les plus grands rendements commencent environ 4,5 à 5,5 années après le début des projets, ce qui laisse penser qu'il faut un temps plus long pour en observer les effets bénéfiques. On estime que 43,52 tonnes de carbone par hectare ont été fixées, ce qui se traduit en un retour sur investissement – si l'on tient compte seulement de la fixation du carbone – de 1,08 dollar par dollar investi.
16. Il ressort du Rapport annuel de suivi du portefeuille du FEM de 2016³ que le portefeuille de projets indépendants du domaine d'intervention « dégradation des terres » contribue considérablement aux buts de l'institution, pour

² <www.gefio.org/evaluations/land-degradation-focal-area-ldfa-study>.

³ <www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.C.51.03_APMR_0.pdf>.

ce qui est des progrès de la mise en œuvre et de leur objectif de développement. Sur les 44 projets en cours d'exécution, 93 % ont été jugés modérément satisfaisants ou ont obtenu une note plus élevée en ce qui concerne les progrès de la mise en œuvre, taux qui est supérieur à l'objectif de l'institution de 75 %. En ce qui concerne la réalisation de leur objectif de développement, 94 % des projets sont jugés modérément satisfaisants ou ont obtenu une note plus élevée, taux qui est là encore supérieur à l'objectif de l'institution de 75 %.

Conclusions

17. La période considérée a été le témoin de nouvelles avancées et réalisations pour ce qui est du rôle du FEM en tant que mécanisme financier de la CNULD, et plus particulièrement des activités de l'institution dans le domaine d'intervention « dégradation des terres ». Le portefeuille de ce domaine d'intervention continue de comporter un nombre important de projets portant sur toutes les régions géographiques et un large éventail de zones agro-écologiques et de questions thématiques. La GDT a de fortes chances d'avoir des effets transformateurs dans toutes les régions touchées. En outre, le FEM donne suite aux décisions de la Conférence des Parties à la CNULD qui le concernent et joue un rôle important en épaulant les pays qui souhaitent fixer et atteindre des cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres dans le cadre des objectifs de développement durable.

Introduction

1. Le domaine d'intervention « dégradation des terres » est la fenêtre de financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour les projets et programmes de lutte contre la dégradation des terres, qui appuie directement la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Les activités dans ce domaine d'intervention exploitent les synergies avec la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les instruments internationaux applicables qui portent sur l'utilisation durable des eaux internationales. Elles contribuent également à l'application de l'instrument concernant les forêts du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF).
2. Le rapport présente la situation du portefeuille des projets et des programmes du FEM pour le domaine d'intervention « dégradation des terres », notamment les projets indépendants et les projets multisectoriels, portant sur la période de juillet 2015 à juin 2017. Cette période coïncide avec les deuxième et troisième années de FEM-6. Des données détaillées sur les tendances de la programmation sont présentées pour les objectifs des domaines d'intervention et les cinq annexes régionales de la CNULD.
3. Le rapport offre également un aperçu de la programmation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » fournies par d'autres fenêtres de la Caisse du FEM qui appuient la GDT, notamment le financement pour le Programme de microfinancements, le Programme de renforcement des capacités transversales et le programme pilote relatif aux instruments financiers hors aides directes.
4. Le rapport fait le point sur la programmation cumulée des ressources pendant FEM-6, notamment l'utilisation du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), les ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des terres » et le financement des activités habilitantes au titre de la CNULD.
5. Outre la synthèse des tendances de la programmation, le rapport présente dans le détail les décisions prises par la Conférence des Parties et l'état d'avancement de la suite donnée et des mesures prises par le Secrétariat du FEM.
6. Il présente également une synthèse du suivi et de l'évaluation du portefeuille du domaine d'intervention, sur la base d'une analyse de la série maintenant complète d'outils de suivi du FEM-5 et des évaluations du Bureau indépendant d'évaluation du FEM.

Buts et objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres »

7. Le but de la stratégie du FEM dans ce domaine d'intervention est de contribuer à stopper et à inverser la tendance actuelle à la dégradation des terres, due notamment à la désertification et au déboisement. Pour y parvenir, des investissements sont faits dans des projets qui favorisent et appuient les bonnes pratiques favorisant une gestion durable des terres (GDT) et qui sont susceptibles d'avoir des effets positifs sur l'environnement mondial tout en soutenant le développement économique et social aux niveaux locaux et nationaux. En outre, la stratégie du domaine d'intervention favorise et appuie l'application de politiques, de lois et de règlements efficaces, le renforcement des capacités institutionnelles, l'échange des connaissances et les mécanismes de suivi pour la promotion de la GDT.
8. Le portefeuille des projets et programmes du FEM exécutés conformément à la stratégie du domaine d'intervention « dégradation des terres » se fonde sur le mécanisme de gestion axée sur les résultats qui comporte des objectifs, des résultats, des produits et des indicateurs. Le mécanisme de FEM-6 compte quatre objectifs ciblant des résultats et des produits (voir annexe 1). L'objectif de FEM-6 est 120 millions d'hectares au titre de la GDT.
9. La stratégie de FEM-6 tire parti des précédents cycles de reconstitution du FEM et met l'accent sur l'optimisation des effets transformateurs par l'internalisation et l'application à grande échelle de la GDT dans les

mécanismes de développement au niveau national. La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des terres » appuie également la stratégie à moyen terme du FEM, dénommée FEM 2020,⁴ qui met l'accent sur la nécessité de lutter contre les causes profondes de la dégradation de l'environnement mondial par une approche axée sur les facteurs causaux et la recherche des synergies. Tous les projets et programmes visent à contribuer à la production des effets bénéfiques pour l'environnement mondial et aux avantages socioéconomiques convenus comme suit :

- a) Effets positifs pour l'environnement mondial convenus :
 - i. Amélioration de la fourniture des biens et services assurés par les agroécosystèmes et les écosystèmes forestiers.
 - ii. Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'agriculture, du déboisement et de la dégradation des forêts, et fixation accrue du carbone.
 - iii. Réduction de la vulnérabilité des agroécosystèmes et des écosystèmes forestiers face au changement climatique et à d'autres effets des activités anthropiques.
- b) Avantages économiques et sociaux attendus au niveau national :
 - i. Viabilité à long terme des modes de subsistance des populations tributaires de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles (terres, eau et biodiversité).
 - ii. Réduction de la vulnérabilité aux effets du changement climatique des populations tributaires de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles dans l'agriculture et les écosystèmes forestiers.

Partie I : Suite donnée par le FEM aux décisions de la Conférence des Parties

10. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des progrès considérables ont été réalisés s'agissant de la suite à donner aux décisions prises à la 12^e Conférence des Parties à la CNULD à Ankara sur la collaboration avec le FEM et d'autres décisions intéressant le FEM.⁵ Les décisions et la suite donnée ainsi que les mesures prises par le Secrétariat du FEM sont présentées au tableau 2.

Tableau 2 : Suite donnée par le FEM aux décisions l'intéressant adoptées par la 12^e Conférence des Parties à la CNULD

Décision de la 12 ^e Conférence des parties	Suite donnée par le FEM
Invite le FEM à continuer de soutenir la mise en œuvre de la Convention dans le cadre de la sixième phase de reconstitution des ressources du Fonds à la lumière du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et, en particulier, de sa cible 15.3.	Le FEM donne suite à cette décision, en particulier en appuyant le programme d'établissement par les pays, à titre volontaire, de cibles de neutralité en matière de dégradation des terres. Une action est également menée en appui à la réalisation de la neutralité en matière de dégradation des terres grâce à plusieurs projets nationaux dans le cadre de la programmation ordinaire au titre de FEM-6 (voir la partie V du présent rapport). Des résumés de projets bénéficiant d'un appui pour lutter contre la désertification et restaurer les terres et sols dégradés sont également présentés à l'annexe 4.

⁴ <www.thegef.org/publications/gef-2020-strategy-gef>.

⁵ <www2.unccd.int/sites/default/files/sessions/documents/ICCD_COP12_20_Add.1/20add1eng.pdf>.

Décision de la 12 ^e Conférence des parties	Suite donnée par le FEM
<p>Invite également les donateurs qui contribuent au FEM à envisager d'apporter un soutien accru pour répondre aux priorités des pays au regard de la mise en œuvre de la Convention, à la lumière du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier de sa cible 15.3, lors du processus de planification de la septième phase de reconstitution du Fonds.</p>	<p>À examiner par les pays en vue des débats dans le cadre de FEM-7.</p>
<p>Encourage les Parties à entreprendre une coopération Sud-Sud dans le cadre de la sixième phase de reconstitution des ressources du Fonds, et invite le FEM à continuer d'apporter son soutien aux Parties à cet égard.</p>	<p>En cours d'exécution dans le cadre de la programmation ordinaire au titre de FEM-6, qui accorde l'attention voulue à la coopération Sud-Sud.</p>
<p>Invite également le FEM à envisager de renforcer son appui au Programme de microfinancements du FEM dans le cadre de la septième phase de reconstitution des ressources du Fonds.</p>	<p>À examiner en vue des débats dans le cadre de FEM-7.</p>
<p>Invite de plus les donateurs qui contribuent au FEM à accorder toute l'attention voulue aux préoccupations exprimées au sujet de l'allocation des ressources entre les différents domaines d'intervention, et encourage les Parties, à travers le FEM et à travers les différents points focaux et leurs parties prenantes, à promouvoir une allocation équilibrée des fonds entre les Conventions de Rio.</p>	<p>À examiner par les pays en vue des débats dans le cadre de FEM-7.</p>
<p>Invite en outre le FEM à poursuivre son programme d'appui aux pays, y compris les ateliers qu'il organise en vue de renforcer la capacité des Parties à utiliser les ressources du FEM pour la mise en œuvre efficace de la Convention.</p>	<p>En cours d'exécution dans le cadre des activités ordinaires du programme d'appui aux pays. Les points focaux de la CNULD reçoivent un appui pour participer aux ateliers de coordination élargie, qui leur donnent l'occasion de renforcer les synergies avec d'autres points focaux de la Convention. Le secrétariat du FEM a également lancé une session de synergie de l'Accord multilatéral sur l'environnement à chaque atelier de coordination élargie, avec la participation de représentants du secrétariat de l'Accord, y compris la CNULD.</p>
<p>Invite le FEM, dans le cadre des activités habilitantes menées au titre de la sixième phase de reconstitution des ressources du Fonds, à envisager un appui technique et financier pour l'établissement par les pays, à titre volontaire, de cibles de neutralité en matière de dégradation des terres.</p>	<p>Le FEM a alloué 3 millions de dollars sur les 15 millions de dollars inscrits au budget pour l'appui aux activités habilitantes pour appuyer spécifiquement l'établissement de cibles de neutralité en matière de dégradation des terres à travers un projet mondial sur les activités habilitantes. Le projet a été approuvé par le Conseil du FEM dans le cadre du programme de travail intersessions en avril 2016.</p>

Décision de la 12 ^e Conférence des parties	Suite donnée par le FEM
<p>Invite le FEM à rendre compte de l'application de la présente décision dans le cadre de son prochain rapport à la Conférence des Parties.</p>	<p>Le FEM en prend acte. Il fournit des informations sur l'application de la décision de la Conférence des Parties.</p>
<p>Demande aux secrétariats de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de poursuivre les consultations sur les modalités du financement des activités habilitantes pour la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM, en vue de garantir un appui technique et financier au titre du prochain cycle de présentation de rapports, y compris dans le domaine de la notification des progrès accomplis et de la détermination d'objectifs nationaux dans l'optique de la neutralité en matière de dégradation des terres.</p>	<p>Dans une communication officielle datée du 18 mars 2015, le secrétariat du FEM a proposé au secrétariat de la Convention des modalités d'appui aux parties eu égard aux activités habilitantes pendant FEM-6. Dans une communication officielle datée du 8 juillet 2015, le secrétariat de la Convention a accueilli favorablement les modalités proposées. Sur la base de cet accord, des consultations avec les parties ont eu lieu à la 12^e Conférence des Parties. Lors de plusieurs réunions de suivi avec le personnel du secrétariat de la Convention et du Mécanisme mondial, les modalités actuelles ont été jugées satisfaisantes.</p>
<p>Invite le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à poursuivre sa collaboration avec le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial en vue de réviser le mémorandum d'accord à la lumière du texte de la Convention, notamment son objectif, ainsi que des décisions adoptées à la douzième session de la Conférence des Parties, en particulier du paragraphe 4 de la décision 9/COP.12 et des décisions 8/COP.12 et 3/COP.12.</p>	<p>Dans le cadre de la collaboration entre les deux secrétariats, le mémorandum d'accord a été révisé et actualisé comme projet pour tenir compte des décisions de la Conférence des Parties et a été communiqué au Bureau de la Conférence pour approbation. Par la suite, des projets d'amendement ont été présentés au Conseil du FEM pour décision à sa 51^e réunion en octobre 2016, et une période consacrée aux observations a suivi jusqu'en janvier 2017. La version finale du projet de modification du mémorandum d'accord est présentée à cette Conférence des Parties pour décision.</p>

Partie II : État du portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » du FEM

11. Au cours de la période considérée, 60 projets au total ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres ». Les financements du FEM de ces projets se sont chiffrés au total à 587,7 millions de dollars.
12. Ces ressources ont été utilisées au titre soit de projets indépendants du domaine d'intervention « dégradation des terres » soit de projets multisectoriels alliant les ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » à des ressources d'autres domaines d'intervention ou programmes d'incitation portant notamment sur la diversité biologique, les changements climatiques, les eaux internationales, les produits chimiques et les déchets, et le Programme d'incitation à la gestion durable des forêts (GDF).
13. Sur le total des ressources du FEM, un montant de 123,2 millions de dollars était constitué des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres ». Le portefeuille comporte 11 projets indépendants utilisant 30 millions de dollars et 49 projets multisectoriels utilisant 93,2 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres ». Les projets multisectoriels ont fourni un montant supplémentaire de 464,5 millions de dollars, ce qui signifie que chaque dollar des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » prévu pour les projets multisectoriels a permis de mobiliser 3,8 dollars d'autres domaines d'intervention et programmes d'incitation du FEM pour réaliser de multiples objectifs.

14. Le montant d'un projet indépendant du domaine d'intervention « dégradation des terres » est de 2,7 millions de dollars en moyenne, contre 11,3 millions de dollars pour un projet multisectoriel.

Tendances de la programmation

15. Le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » pour la période considérée comprend 60 projets, dont 50 projets de grande envergure, neuf projets de moyenne envergure et un projet d'activités habilitantes. Six des neuf projets de moyenne envergure étaient des projets indépendants et ont utilisé 14 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres », tandis que seuls cinq des 50 projets de grande envergure étaient des projets indépendants et ont utilisé 13 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention. Le projet d'activités habilitantes représentait 3 millions de dollars sur les ressources du domaine d'intervention.
16. Comme le montre le tableau 3 ci-dessous, 36 des 60 projets ont été approuvés pendant l'exercice 2016 (EX16) et 24 projets pendant l'exercice 2017 (EX17), qui correspondaient aux deuxièmes et troisièmes années de FEM-6. Les financements du FEM, d'un montant total de 587,7 millions de dollars,⁶ ont permis de mobiliser 3,23 milliards de dollars à titre de cofinancement, avec un ratio de cofinancement de 1 pour 5,5. Ces ressources ont été utilisées par les pays dans le cadre de 11 projets indépendants du domaine d'intervention « dégradation des terres » pour un montant de 30 millions de dollars et de 49 projets multisectoriels pour un montant de 557,7 millions de dollars de ressources du FEM.

Tableau 3 : Programmation du FEM pendant la période considérée (EX16-EX17)

Période	Type de projet	Nombre de projets	Ressources du FEM (millions de dollars)	Co-financement (millions de dollars)
Juillet 2015 – juin 2016 (deuxième année de FEM-6)	Projets indépendants liés à dégradation des terres	4	10	27,6
	Projets multisectoriels	32	414,3	2 183,3
Juillet 2016 – juin 2017 (troisième année de FEM-6)	Projets indépendants liés à la dégradation des terres	7	20	143,6
	Projets multisectoriels	17	143,4	870,8
	Total	60	587,7	3 225,3

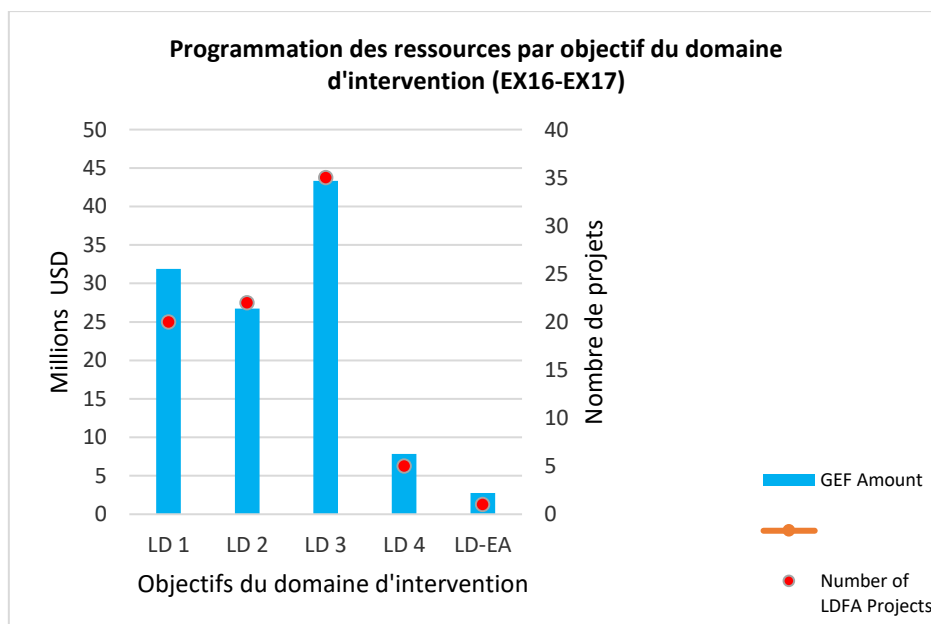
Objectifs par domaine d'intervention

17. La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des terres » pour FEM-6 (2014–2018) comporte quatre objectifs. Le mécanisme détaillé de gestion axée sur les résultats, assorti de résultats et d'indicateurs, figure en annexe 1.
- a) **DS-1 : Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif :** Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes en vue de préserver durablement la production alimentaire et les moyens de subsistance des populations locales ;

⁶ Y compris les financements pour la préparation de projets (FPP) et les commissions pour frais d'agence.

- b) **DS-2 : Paysages forestiers :** Produire des flux durables des services fournis par les écosystèmes forestiers, en préservant durablement les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts ;
 - c) **DS-3 : Gestion intégrée des paysages :** Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des terres à l'échelle paysagère ;
 - d) **DS-4 : Optimisation des impacts aux effets transformateurs :** Maintenir les ressources en terres et les services fournis par les agroécosystèmes par l'internalisation à grande échelle.
18. Le troisième objectif (DS-3) a représenté la plus forte allocation de ressources, avec 43,3 millions de dollars programmés au titre de 34 projets. Le premier objectif (DS-1) a aussi affiché une solide programmation, avec 31,9 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention consacrés à 20 projets. Il est étroitement suivi du deuxième objectif (DS-2), avec 26,7 millions de dollars programmés au titre de 22 projets. Le quatrième objectif (DS-4) portait sur six projets, avec 7,8 millions de dollars programmés. Plusieurs projets portaient sur plus d'un objectif lié à la dégradation des sols.

Figure 1 : Programmation des financements du domaine d'intervention « dégradation des terres » par objectif de FEM-6 (EX16-EX17)



19. Un montant total de 109,8 millions de dollars a été alloué aux quatre objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres », et un montant supplémentaire de 2,8 millions de dollars a été consacré aux activités habitantes du domaine d'intervention. Ces chiffres ne comprennent pas les commissions pour frais d'agence et les financements pour la préparation de projets car ceux-ci ne peuvent être imputés à des objectifs précis.

Programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention

20. Comme indiqué plus haut, le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » comprend 49 projets et programmes multisectoriels approuvés au cours de la période considérée, pour un montant total de 557 millions de dollars. Le tableau 4 montre la contribution détaillée des différents domaines d'intervention à ces projets multisectoriels. Au total, 93,2 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation

des terres » ont été programmés au titre de ces projets multisectoriels⁷. Cet investissement était lié aux 464,5 millions de dollars mobilisés dans d'autres domaines d'intervention et programmes d'incitation, notamment « diversité biologique » (234,3 millions de dollars), « changements climatiques » (78 millions de dollars), programme d'incitation de la GDF (148,5 millions de dollars), « eaux internationales (0,8 million de dollars), et « produits chimiques et déchets » (2,9 millions de dollars).

Tableau 4 : Programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention au cours de la période considérée (EX16-EX17)

Domaine d'intervention	Programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention (millions de dollars)	Part du domaine d'intervention dans la programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention (%)
Dégradation des terres	93,2	16,8
Biodiversité	234,3	42
Changements climatiques	78	14
Programme d'incitation de la GDF	148,5	26,6
Eaux internationales	0,8	0,1
Produits chimiques et déchets	2,9	0,5
Total	557,7	100

21. Les liens avec d'autres domaines d'intervention reposent avant tout sur la possibilité de réaliser des synergies grâce à la gestion durable des terres et à la gestion intégrée des paysages, y compris les paysages forestiers. Cela est en phase avec la forte programmation des ressources du domaine d'intervention au titre des premiers, deuxièmes et troisièmes objectifs, qui servent de cadre aux liaisons intersectorielles en vue de renforcer les effets positifs multiples pour l'environnement mondial, notamment la connectivité accrue entre les différentes composantes des zones d'activité économique (diversité biologique), et la fixation du carbone et la réduction d'émissions d'origine terrestre de gaz à effet de serre (atténuation du changement climatique). Les objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres » sont aussi poursuivis par le biais du programme d'incitation de la GDF ainsi que des programmes intégrés pilotes « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* » (GEF ID #9070) et *Élimination du déboisement dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières* (GEF ID #9072).
22. Sur les 49 projets multisectoriels inclus dans le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres », 25 ont permis de mobiliser des financements du programme d'incitation de la GDF, d'un montant de 148,5 millions de dollars. Comme prévu, ces projets ont été conçus pour améliorer la préservation et l'utilisation durable des paysages forestiers par l'intégration d'interventions de GDT. Un important investissement de 40,3 millions de dollars au titre du programme d'incitation de la GDT a été réalisé dans le cadre du *Programme pour des paysages durables en Amazonie* (GEF ID #9272), l'accent étant mis sur la préservation de la biodiversité. Un autre investissement important de 20,5 millions de dollars au titre des incitations de GDF a été réalisé en faveur

⁷ Y compris les financements pour la préparation de projets (FPP) et les frais d'agence.

du programme intitulé *L'Initiative de restauration – Promouvoir l'innovation et l'intégration à l'appui du Défi de Bonn* (GEF ID #9264), portant sur la restauration des forêts et des paysages.

Tendances géographiques

23. Le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » est représenté par 53 projets nationaux dans 50 pays répartis entre toutes les cinq annexes de la CNULD – Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et de l'Est et Méditerranée Nord (voit tableau 5). Pour ces cinq régions, une aide du FEM d'un montant total de 496,7 millions de dollars a été approuvée au cours de la période considérée. Le solde de 90,8 millions de dollars a été programmé autour de six projets mondiaux et d'un projet régional visant à investir dans des initiatives coordonnées menées par plusieurs pays (29 pays, pour la plupart en Afrique) ou à faire face à des problèmes thématiques précis liés à la GDT.

Tableau 5 : Nombre de projets et financement total du FEM par annexe de la CNULD (EX16-EX17)

Région	Nombre de projets	Financement total du FEM (millions de dollars)
Afrique	10	74,9
Asie	19	139,9
Amérique latine et Caraïbes	20	274,6
Méditerranée Nord	2	3,7
Europe centrale et de l'Est	2	3,8
Projets mondiaux	6	86,8
Projets régionaux	1	4
Total	60	587,7

Région Afrique

24. Pour la période couverte par le présent rapport, la région Afrique a programmé un montant total des ressources du FEM de 74,9 millions de dollars à travers 10 projets nationaux au Rwanda, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Maroc, en Mauritanie, en Érythrée, au Tchad, au Kenya et à Madagascar. Il convient de noter qu'il s'agit tous de projets multisectoriels, dont huit ont reçu un financement supplémentaire du programme d'incitation de la GDF.
25. En outre, la région Afrique a tiré considérablement parti des projets et programmes mondiaux et régionaux, une grande partie de l'investissement du FEM de 90,8 millions de dollars ayant été allouée à des pays africains, notamment le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Kenya, Sao Tomé-et-Principe, le Mali et la Tanzanie. L'un des projets mondiaux, intitulé *L'Initiative de restauration – Promouvoir l'innovation et l'intégration à l'appui du Défi de Bonn* (GEF ID #9264), mené par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en coopération avec la FAO et le PNUE, est un programme auquel sont rattachés huit projets dans sept pays d'Afrique.

Région Asie

26. Avec 19 projets et programmes pour un financement total du FEM de 139,9 millions de dollars, l'Asie affiche un solide portefeuille pour la période considérée, dont deux projets indépendants au Liban et en Iraq et 17 projets multisectoriels. Parmi les projets multisectoriels, figure un important investissement de 36,6 millions de dollars dans un projet intitulé *Agriculture verte : transformer l'agriculture indienne pour assurer des effets positifs sur l'environnement mondial et la conservation de la biodiversité essentielle et des paysages forestiers* (GEF ID #9243).
27. Ces projets et programmes visent principalement à réaliser l'objectif 3 de la stratégie adoptée pendant FEM-6 dans le domaine d'intervention « dégradation des terres », qui consiste à réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des terres à l'échelle paysagère. Quatorze des projets multisectoriels reçoivent un investissement du programme d'incitation de la GDF pour combiner la préservation de la diversité biologique, la transposition à plus grande échelle des innovations en matière de GDT et l'atténuation des changements climatiques par l'adoption de mesures touchant l'agriculture, les forêts et l'utilisation des terres. Un exemple de cette approche est offert par le projet exécuté au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Myanmar intitulé *Gestion durable des écosystèmes des tourbières dans les pays du Mékong* (GEF ID #9232).

Région Amérique latine et Caraïbes

28. La région Amérique latine et Caraïbes est représentée dans le portefeuille par 20 projets pour la période considérée, avec un financement total du FEM de 274,6 millions de dollars. Ce chiffre relativement élevé s'explique par un important investissement de 113 millions de dollars dans le *Programme pour des paysages durables en Amazonie* (GEF ID #9272), qui comprend 3 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » destinés à la gestion durable des terres dans les zones d'activités productives. La cohorte de projets dans la région Amérique latine et Caraïbes comprend aussi un investissement de 23,9 millions de dollars au Mexique à travers le projet conduit par la Banque mondiale intitulé *Paysages productifs durables* (GEF ID #9555).
29. Les projets multisectoriels ont représenté la majeure partie des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » programmées par les pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Ces projets portent en grande partie sur l'objectif 1 (DS-1) et l'objectif 3 (DS-3) de la stratégie des domaines d'intervention de FEM-6, et ont essentiellement mobilisé des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » et du programme d'incitation de la GDF pour améliorer la gestion intégrée des paysages forestiers à grande échelle. Le seul projet indépendant domaine d'intervention « dégradation des terres » est celui intitulé *Gestion durable des terres dans le Commonwealth de la Dominique* (GEF ID #9667), qui porte sur les premier, deuxième et troisième objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres ».

Région Méditerranée Nord

30. Parmi les 12 pays figurant dans cette annexe de la CNULD, seulement deux, l'Albanie et la Turquie, peuvent prétendre au financement du FEM. Ces deux pays ont demandé des ressources du FEM pour des projets indépendants du domaine d'intervention « dégradation des terres ». Le projet de grande envergure en Turquie est intitulé *Contribuer à l'établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres en démontrant l'approche de neutralité en matière de dégradation des terres dans le bassin du Haut- Sakarya aux fins de transposition à l'échelle nationale* (GEF ID #9586) et le projet de moyenne envergure en Albanie est intitulé *Promouvoir la gestion durable des terres (GDT) par la restauration intégrée des écosystèmes* (GEF ID #9477).

Région Europe et Asie centrale

31. Deux projets de moyenne envergure ont été approuvés dans les pays de la région Europe et Asie centrale pour un financement total du FEM de 3,8 millions de dollars. Il s'agit du *Projet sur l'adaptation aux changements climatiques et les forêts* (GEF ID #9754) en Moldova et du projet intitulé *Produire des effets positifs économiques et environnementaux grâce à la gestion durable des terres au bénéfice des communautés rurales vulnérables* (GEF ID #9730) en Géorgie. Les pays de cette région ont demandé la plus grande partie de leurs ressources pendant la première année de GEF-6 et ont largement utilisé leurs ressources au titre du STAR.

Programmation régionale et mondiale

32. Au cours de la période considérée, des financements du FEM d'un montant total de 90,8 millions de dollars ont été programmés autour de six projets mondiaux et d'un projet régional. Les projets mondiaux permettent de répondre à des problèmes thématiques ou intersectoriels précis qui sont indispensables pour faire avancer des plans d'action des domaines d'intervention au-delà des frontières nationales. Un exemple en est le projet de moyenne envergure intitulé *Faciliter l'utilisation des sources de données mondiales pour évaluer et suivre la dégradation des terres à des échelles multiples* (GEF ID #9163), mis en œuvre par Conservation International (CI). L'unique projet régional est un projet transnational exécuté en Égypte et en Jordanie, intitulé *Écosystèmes sains pour la mise en valeur des parcours : gestion durable des parcours aux fins de la conservation de la biodiversité et de l'atténuation des effets des changements climatiques* (GEF ID #9407).

Partie III : La gestion durable des terres comme composante d'autres fenêtres de financement du FEM

Programme de renforcement des capacités transversales

33. Dans le cadre de FEM-5, le Programme de renforcement des capacités transversales continue d'aider les pays à intervenir sur les cadres institutionnels et les politiques publiques afin de mettre en œuvre les Conventions. Les projets financés dans le cadre de ce programme portent sur d'importantes capacités à renforcer pour rendre les pays mieux à même d'honorer leurs obligations issues des Conventions, en créant des synergies et en favorisant la prise en compte systématique des conventions multilatérales sur l'environnement dans les politiques publiques, les dispositifs de gestion ou les cadres financiers et législatifs au niveau national. Au cours de la période considérée, 19 projets de renforcement des capacités transversales ont été financés, pour un montant de 25 millions de dollars à titre de financements du FEM et de 25,7 millions de dollars à titre de cofinancement. Le portefeuille comprend 19 projets de pays individuels financés durant la période considérée. Une liste de ces projets figure à l'annexe 3.

Programme de microfinancements

34. Les ressources au titre du STAR approuvées pour le Programme de microfinancements au cours de la période considérée se sont élevées au total à 38,7 millions de dollars, dont 8,3 millions ont été utilisés par 20 pays sur leurs allocations du domaine d'intervention « dégradation des terres » dans le cadre du STAR. Ces ressources servent à financer des dons à des organisations de la société civile (OSC), des organisations de proximité et des groupes autochtones pour appuyer les activités de gestion durable des terres. Les ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » ont été essentiellement affectées à l'objectif 1 (DS-1) et à l'objectif 2 (DS-2) de la stratégie du domaine d'intervention, pour appuyer l'amélioration de la gestion intégrée des écosystèmes agricoles et des zones d'activité économique dotées de forêts et d'arbres hors forêts où la dégradation des services et des biens écosystémiques compromet les moyens de subsistance des populations locales.

35. Au cours de la période considérée, les projets liés à la gestion durable des terres, notamment le projet portant sur les questions de gestion durable des forêts, ont fait l'objet d'une demande croissante de la part des OSC et des populations locales. La terre joue un rôle crucial dans les moyens de subsistance des populations locales et la nécessité croissante de faire face à la dégradation induite par divers facteurs, notamment les effets du changement climatique, pourrait engendrer un plus grand intérêt de la part des OSC. Le nombre de projets et les niveaux d'investissement dans ce domaine continuent d'augmenter rapidement.

Instruments hors aides directes

36. Fort de son expérience en matière d'utilisation de la dette, de fonds propres et de produits d'atténuation des risques dans le passé, le FEM a lancé un programme pilote sur les instruments hors aides directes dans le cadre de FEM-6 pour valider l'application d'instruments financiers autres que les aides directes en vue lutter contre la dégradation de l'environnement. Le programme pilote est doté de 110 millions de dollars, qui peuvent être utilisés pour financer des projets produisant des effets bénéfiques pour l'environnement mondial dans un ou plusieurs domaines d'intervention du FEM, notamment la biodiversité, les changements climatiques, les eaux internationales, la dégradation des terres et la gestion des produits chimiques et des déchets. Le niveau de financement est souple et va de 2 millions de dollars à 15 millions de dollars par projet.
37. Sont particulièrement encouragées les propositions qui : i) démontrent une application novatrice par les secteurs privés et publics de mécanismes financiers, de modèles opérationnels, de partenariats et d'approches pour réaliser les objectifs des stratégies de FEM-6 qui peuvent être largement adoptés et transposés à grande échelle ; et ii) exigent des niveaux élevés de cofinancement et portent sur des domaines autres que les changements climatiques.
38. Au cours de la période considérée, trois projets concernant les instruments hors aides directes étaient liés aux objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres ». Ces projets ont investi 31,6 millions de dollars des ressources du FEM, qui ont mobilisé 222,8 millions de dollars de cofinancement. Ce sont notamment les suivants: *Petite Capitalisation pour le Fonds Moringa pour l'agroforesterie en Afrique* (GEF ID #9051), qui vise à promouvoir la gestion durable des terres dans les zones d'activité économique au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, en Tanzanie, en Zambie et en République démocratique du Congo; un *Instrument d'atténuation des risques pour la restauration des terres en Amérique latine* (GEF ID #9277); et *Piloter des investissements innovants pour les paysages durables en appui au Fonds pour les forêts tropicales et l'agriculture* (GEF ID #9719), un partenariat stratégique avec le Gouvernement norvégien, l'Initiative de commerce durable et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). On trouvera une liste de ces projets à l'annexe 3 et une brève description à l'annexe 4.

Projets à plusieurs financements internes

39. Outre les activités indépendantes et multisectorielles du domaine d'intervention «dégradation des terres », les investissements en faveur de la GDT peuvent aussi bénéficier de synergies avec d'autres fonds fiduciaires gérés par le FEM, à savoir le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ces fonds visent l'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, étant donné qu'ils mettent l'accent sur les systèmes de production et la vulnérabilité des moyens de subsistance, les projets financés conjointement par la Caisse du FEM et/ou l'un ou l'autre de ces Fonds peuvent parfois créer des synergies avec la GDT.
40. Au cours de la période considérée, il convient de mettre en relief le projet mené au Bhoutan, intitulé *Renforcer la viabilité et la résilience climatique des paysages forestiers et agricoles et des moyens de subsistance des populations locales* (GEF ID #9199), qui est financé conjointement par la Caisse du FEM à concurrence de 3,8 millions de dollars et le Fonds pour les pays les moins avancés à concurrence de 11,8 millions de dollars.

Partie IV : État d'avancement de la programmation pendant FEM-6

Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres »

41. Sur le montant total de 431 millions de dollars alloué au domaine d'intervention « dégradation des terres » pendant FEM-6, 246,3 millions de dollars (57,1 %) avaient été programmés au 30 juin 2017 (voir le tableau 6). Ce chiffre correspond à l'ensemble des financements utilisés par les pays à l'appui de projets indépendants, de projets multisectoriels, d'activités habilitantes et du Programme de microfinancements. Il comprend également les investissements dans le cadre de projets mondiaux et régionaux, qui visent à soutenir des activités nationales de GDT financées par des ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des terres ».

Tableau 6 : État des ressources allouées dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » pendant FEM-6 (juin 2017)

	Allocation (millions de dollars)	Montant programmé (millions de dollars)	Part de l'allocation utilisée (%)
Total de l'allocation du domaine d'intervention « dégradation des terres »	431	246,3	57,1 %
Total de l'allocation au titre du STAR pour la dégradation des terres	346	178	51,4 %
Total des ressources réservées pour la dégradation des terres	85	68,3	80,3 %

42. Le pourcentage d'utilisation de l'allocation du domaine d'intervention « dégradation des terres » de 57,1 % après trois ans sur les quatre ans que dure FEM-6 (juillet 2014 à juin 2018) est conforme à la programmation générale pendant FEM-6 dans tous les domaines d'intervention.
43. À sa 51^e réunion en octobre 2016, le Conseil du FEM a approuvé une mesure visant à remédier au manque à gagner résultant des fluctuations des taux de change.⁸ L'objectif révisé pour les ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres » devrait être actuellement d'environ 365 millions de dollars, soit environ 85 % du montant total de 431 millions de dollars figurant au tableau 6 ci-dessus. Les montants alloués aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement, aux ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des terres » et aux activités habilitantes ne sont pas touchés conformément à la décision du Conseil du FEM.

Degré d'utilisation des ressources allouées en application du Système transparent d'allocation des ressources

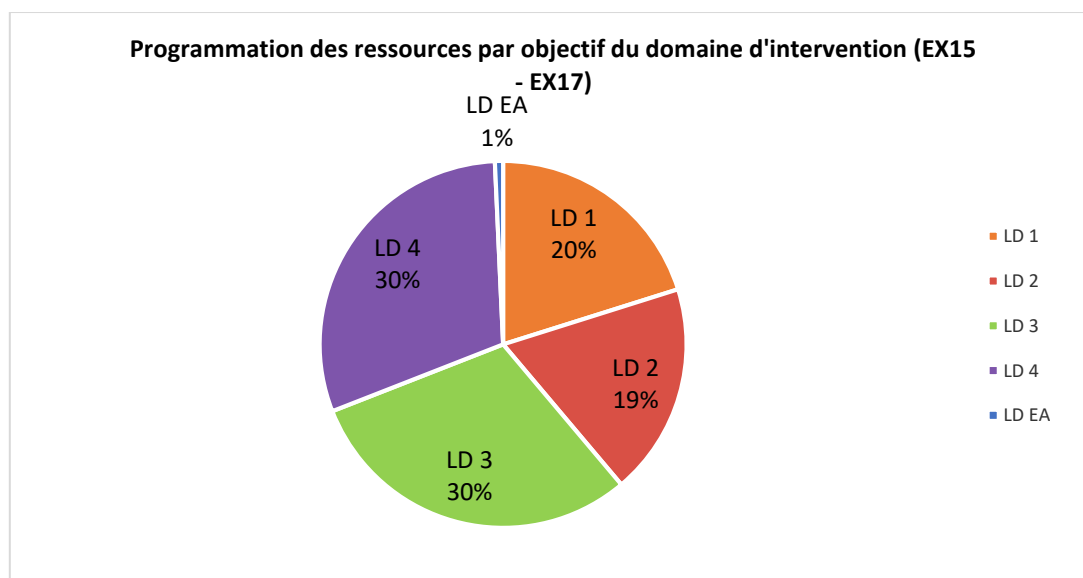
44. Comme indiqué au tableau 6 ci-dessus, à la fin de juin 2017, 178 millions de dollars (51,4 %) des ressources allouées au titre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR) au domaine d'intervention « dégradation des terres » avaient été utilisées par 72 pays sur 144.
45. Le STAR offre aux pays, dans la manière d'utiliser leurs ressources, divers niveaux de souplesse. Les pays bénéficiant d'une allocation d'un montant maximum de 7 millions de dollars ont la latitude totale d'affecter leur allocation à des projets rattachés à tous les domaines d'intervention ou à un seul. Tous les pays peuvent procéder

⁸ <www.thegef.org/council-meeting-documents/update-gef-6-resource-availability-0>.

à des ajustements marginaux entre les allocations des différents domaines d'intervention, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars entre les trois domaines d'intervention.

46. Les ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » ont été affectées à la réalisation des quatre objectifs de FEM-6 dans ce domaine d'intervention et aux activités habilitantes, les investissements étant équilibrés entre les différents objectifs du domaine d'intervention. La part des activités habilitantes devrait augmenter considérablement une fois que les pays auront demandé les fonds pour la période couverte par le prochain rapport.

Figure 2 : Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des terres » pour FEM-6 par objectif du domaine d'intervention



Degré d'utilisation des ressources réservées

47. Sur les 85 millions de dollars de ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des terres » disponibles pendant FEM-6, 68,3 millions de dollars (80,3 %) ont été utilisés. Ce montant comprend notamment 40 millions de dollars affectés au programme intégré pilote intitulé « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* » (GEF ID #9070), qui aide les petits exploitants agricoles à accroître considérablement les rendements et donc à augmenter la sécurité alimentaire pour des millions de pauvres et, par la même occasion, à prévenir la désertification, améliorer la santé des sols et fixer le carbone. Les ressources réservées comprennent également 20 millions de dollars pour le mécanisme d'incitation à la gestion durable des forêts et 10 millions de dollars pour les priorités thématiques du domaine d'intervention « dégradation des terres », dont 5,3 millions de dollars ont été utilisés pour promouvoir la cohérence des programmes régionaux et mondiaux tels que l'*Initiative de gestion des terres pour les pays d'Asie centrale* (CACILM II, GEF ID #9094).
48. Dans le cadre de FEM-6, l'occasion a été donnée à tous les pays pouvant bénéficier de financements du FEM qui sont parties à la CNULD d'avoir accès à un montant total de 15 millions de dollars des ressources du FEM pour les activités habilitantes en vue d'appuyer la mise en œuvre de la Convention. À l'issue de consultations avec le secrétariat de la Convention, un montant de 3 millions de dollars a été alloué pour l'établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres, 2 millions de dollars pour l'appui mondial aux activités d'établissement de rapports et d'évaluation et 10 millions de dollars pour aider les pays à honorer leurs obligations en matière d'établissement de rapports en 2018.

49. Les 3 millions de dollars alloués ont été utilisés dans le cadre du projet intitulé *Établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres* (GEF ID #9365), qui a été annoncé à la 12^e Conférence des Parties à Ankara. En outre, un programme d'appui mondial conçu en coopération avec le Mécanisme mondial est en cours d'élaboration. Par ailleurs, les pays peuvent déjà demander un appui aux activités habilitantes, d'un montant de 70 000 dollars, fourni grâce à un projet-cadre géré par le PNUE. À ce jour, 54 pays ont soumis la lettre de validation de leur point focal technique, condition préalable pour recevoir les fonds.

Partie V : Suivi et évaluation du portefeuille

Progrès vers la réalisation des objectifs institutionnels pendant FEM-6

50. En se basant sur le mandat du domaine d'intervention et les possibilités d'avoir un impact aux effets transformateurs, l'objectif du domaine d'intervention pendant FEM-6 est de couvrir une superficie totale de 120 millions d'hectares au titre de la GDT. Cette estimation couvre potentiellement des zones de culture, des parcours et des paysages forestiers dans les régions touchées. Les projets approuvés pendant FEM-6 à ce jour ont un objectif cumulé ex ante de 73,4 millions d'hectares (61 % de l'objectif de l'institution), ce qui indique que des progrès totalement satisfaisants sont faits en vue de la réalisation de cet objectif. Les projets du domaine d'intervention « dégradation des terres » pour les exercices 2016 et 2017 représentent 34,1 millions d'hectares, soit 28 % de l'objectif pendant FEM-6.
51. La cohorte des projets approuvés pendant la période considérée devrait aussi contribuer aux objectifs de réduction des émissions de GES pendant FEM-6. Les effets attendus des 60 projets en matière de réduction des émissions de GES s'élèvent à plus de 500 millions de tonnes de CO₂e, soit environ 66 % de l'objectif institutionnel en matière de changements climatiques pendant FEM-6.⁹ Ces chiffres témoignent de la nature intégrée de la GDT, qui permet de faire face aux problèmes liés aussi bien aux terres qu'au climat, et devraient être peaufinés davantage pendant l'élaboration des projets et faire l'objet d'un suivi pendant toute la période de mise en œuvre des projets.

Rapport de suivi annuel du portefeuille

52. Selon le Rapport de suivi annuel du portefeuille du FEM de 2016¹⁰, le portefeuille de projets indépendants du domaine d'intervention « dégradation des terres » contribue de manière significative à atteindre voire dépasser les cibles institutionnelles du FEM, pour ce qui est des progrès accomplis de la mise en œuvre et de leurs objectifs de développement respectifs. Sur les 44 projets en cours d'exécution, 93 % ont été jugés modérément satisfaisants ou ont obtenu une note plus élevée en ce qui concerne les progrès de la mise en œuvre, taux qui est supérieur à l'objectif de l'institution de 75 %. En ce qui concerne la réalisation de leur objectif de développement, 94 % des projets sont jugés modérément satisfaisants ou ont obtenu une note plus élevée, taux qui est là encore supérieur à l'objectif de l'institution de 75 %.

Analyse des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du domaine d'intervention pendant FEM-5

53. Les outils de suivi du domaine d'intervention sont un important élément des projets soumis au FEM pour financement selon le principe du surcoût. Ils permettent de recueillir des informations sur les principaux indicateurs pendant la conception et la mise en œuvre du projet. Ils sont soumis trois fois pendant le cycle de projet : au moment de l'approbation finale du projet, lors de l'évaluation à mi-parcours et à l'achèvement du

⁹ Cette importante contribution est largement imputable à deux projets : *Programme pour des paysages durables en Amazonie* (GEF ID #9272) et *L'Initiative de restauration – Promouvoir l'innovation et l'intégration à l'appui du Défi de Bonn* (GEF ID #9264).

¹⁰ <www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.C.51.03_APMR_0.pdf>.

projet, avec l'évaluation finale. Les outils de suivi du domaine d'intervention « dégradation des terres » ont été lancés au début de FEM-5 et, pour la première fois, les résultats d'ensemble des projets de FEM-5 peuvent être présentés.

54. Le Secrétariat du FEM a analysé la série disponible de 117 outils de suivi, soumis avec les documents de projets pour approbation par la Directrice générale, afin de recueillir des données essentielles sur la performance du portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » pendant FEM-5. Ces 117 projets comprennent des interventions directes sur plus de 50 millions d'hectares de zones d'activité économique bénéficiant à 40 millions de personnes en milieu rural, y compris 25 millions de personnes définies comme étant pauvres, dont des femmes pour moitié. Parmi la cohorte des projets, 80 ont eu des résultats positifs en termes de couvert végétal (89 millions d'hectares), un tiers a engendré des gains en carbone (143 millions de tonnes de CO_{2e} en termes d'émissions évitées et/ou de fixation du carbone) et la moitié a produit des effets positifs pour les habitats naturels (25,6 millions d'hectares). Ces projets contribuent considérablement aux objectifs de l'institution pendant FEM-5 en assurant 89 % de l'objectif de GDT, 42 % de l'objectif d'internalisation de la biodiversité et 29 % de l'objectif d'atténuation des effets des changements climatiques en termes d'émissions de GES évitées.
55. L'analyse des outils de suivi de la dégradation des terres pendant FEM-5 confirme que l'investissement dans la GDT en vue de combattre et prévenir la dégradation des terres dans les zones d'activité économique est un moyen essentiel et rentable de produire de multiples effets positifs pour l'environnement mondial, ainsi que des effets socio-économiques positifs aux échelons nationaux et locaux. Les résultats ont été publiés dans un document¹¹ présenté à la Conférence sur les terres et la pauvreté à Washington DC en mars 2017.

Évaluation du domaine d'intervention « dégradation des terres »

56. Le Bureau indépendant d'évaluation du FEM a évalué la pertinence, la performance, l'efficacité et l'optimisation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres ». ¹² L'étude d'ensemble porte sur les activités financées par des dons du FEM qui sont menées sur des terres agricoles, des parcours, des terres productives dégradées et des terres désertiques et en matière de lutte contre le déboisement et la désertification. Une version abrégée de l'étude assortie d'illustrations est disponible. ¹³ Portant sur 485 projets, elle consiste en une analyse des résultats de 76 projets déjà achevés, une évaluation de la qualité au départ et 20 entretiens avec des informateurs clés. Elle comporte également une analyse de l'optimisation des ressources des projets du domaine d'intervention « dégradation des terres » qui permet de comprendre l'efficacité des investissements du FEM dans ce domaine d'intervention.
57. Les principales conclusions sont notamment les suivantes :
 - a) *Très pertinent.* Plus que tout autre domaine d'intervention du FEM, celui de la dégradation des terres vise à remédier aux facteurs socio-économiques locaux à l'origine de la dégradation des terres. Ce domaine d'intervention est très pertinent, en particulier pour les organismes partenaires, comme les banques multilatérales de développement, qui s'emploient à améliorer la situation socio-économique des bénéficiaires. Le domaine d'intervention est également très pertinent pour les besoins des pays dans toutes les régions, en particulier en Afrique. Enfin, l'alignement graduel du domaine d'intervention « dégradation des terres » avec le cadre pour la neutralité en matière de dégradation des terres favorise les plans de développement de la CNULD, qui évoluent aussi vers la dégradation des terres.
 - b) *Efficace s'agissant de produire des effets positifs pour l'environnement mondial.* L'analyse de l'optimisation des ressources montre une forte réduction de la fragmentation et des pertes de forêts et de

¹¹ <<https://www.conftool.com/landandpoverty2017/index.php?page=browseSessions&presentations=show&search=si-nnassamy>>.

¹² <www.gefio.org/evaluations/land-degradation-focal-area-ldfa-study>.

¹³ <www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.ME_C.52_Inf.02_Land_Degradation_May_2017.pdf>.

végétation. Les projets du domaine d'intervention « dégradation de terres » ont permis d'augmenter l'indice de végétation par différence normalisée (IVDN) de 0,03 % et de réduire les pertes de forêts de 1,3 %. Les plus grands rendements commencent environ 4,5 à 5,5 années après le début des projets, ce qui laisse penser qu'il faut un temps plus long pour en observer les effets positifs. On estime que 43,52 tonnes de carbone par hectare ont été fixées, ce qui se traduit en un retour sur investissement – si l'on tient compte seulement de la fixation du carbone – de 1,08 dollar par dollar investi.

- c) *Une large portée engendre davantage d'effets positifs.* Les projets multisectoriels produisent généralement des effets positifs pour l'environnement mondial plus importants que les projets relevant d'un seul domaine d'intervention. Les études de cas montrent aussi que les projets qui ciblent toute la chaîne de production, et améliorent donc les résultats socio-économiques, permettent d'obtenir des effets plus durables pour l'environnement. Les résultats des projets achevés montrent une corrélation entre le financement des projets et les résultats et les notes en matière de durabilité obtenus par la suite. Les projets bénéficiant d'un financement total de 10 millions à 20 millions de dollars enregistrent constamment de meilleurs résultats que les autres.
- d) *Les outils de suivi et d'évaluation devraient être renforcés.* Il faut améliorer davantage l'élaboration des outils de suivi, même si celle-ci a été simplifiée pendant FEM-6. Toutefois, même si cela est indispensable pour améliorer le système de suivi et d'évaluation, le problème fondamental n'est pas résolu, à savoir que le système de suivi et d'évaluation ne permet pas à l'heure actuelle de suivre les résultats à long terme des projets. Souvent, ces résultats à long terme interviennent plusieurs années après l'achèvement du projet – c'est le cas du reboisement, qui est foncièrement un long processus. Les conséquences de cette situation entravent l'aptitude du FEM à diffuser les enseignements tirés et les pratiques optimales aux pays et aux partenaires de développement.

Appui du FEM à la neutralité en matière de dégradation des terres et aux objectifs de développement durable

58. Comme il a été décidé à la 12^e Conférence des Parties à Ankara, l'effort fait pour atteindre la cible 15.3 des objectifs de développement durable est un puissant moteur de la mise en œuvre de la CNULD, et s'inscrit dans le champ d'application de la Convention. À la Conférence, les Parties ont été invitées à formuler à titre volontaire des cibles pour réaliser la neutralité en matière de dégradation des terres conformément à leurs circonstances particulières et priorités de développement au niveau national. C'est ainsi que depuis la 12^e Conférence des Parties, plus de 100 pays ont commencé à établir des cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres. En outre, la Conférence a invité le FEM à apporter un appui à l'établissement des cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres.
59. Le FEM a donné suite à la demande d'appui à l'établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres et de mise en œuvre depuis la 12^e Conférence des Parties. Outre l'appui apporté au *Projet d'établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres* (GEF ID #9365), plusieurs projets approuvés ou proposés dans le domaine d'intervention « dégradation des terres » pendant FEM-6 portent de plus en plus sur la réalisation des cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres. Parmi les exemples de projets approuvés pendant la période considérée, on peut citer un projet au Liban intitulé *Neutralité en matière de dégradation des terres des paysages de montagne au Liban* (GEF ID #9388) et un autre en Turquie intitulé *Contribuer à l'établissement des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres en démontrant l'approche de neutralité en matière de dégradation des terres dans le bassin du Haut Sakarya aux fins de transposition à l'échelle nationale* (GEF ID #9586).
60. En outre, le FEM appuie les efforts faits au niveau national pour réaliser la neutralité en matière de dégradation des terres en maintenant et en améliorant la productivité des terres grâce à des pratiques de GDT et en restaurant les terres productives qui ont été dégradées. Cette évolution est intervenue à mi-parcours de FEM-6 comme suite aux décisions de la 12^e Conférence des Parties, et ne figure donc pas dans les précédentes directives de programmation de FEM-6. Les projets en Albanie (GEF ID #9477), au Bénin (GEF ID #9383), au Tchad (GEF

ID #9417) et en Géorgie (GEF ID #9730), ainsi que le projet régional en Jordanie et en Egypte (GEF ID #9407), comportent des éléments portant spécifiquement sur la réalisation des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres.

61. Sur la base de l'expérience récente, le domaine d'intervention « dégradation des terres » est en mesure de continuer d'appuyer la mise en œuvre de projets visant à réaliser la neutralité en matière de dégradation des terres et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable conformément aux décisions de la Conférence des Parties à la CNULD. Les projets peuvent consister en une combinaison appropriée d'interventions, en particulier grâce à la série d'interventions de GDT. Compte tenu des priorités nationales, du contexte et des considérations de coût-efficacité, le domaine d'intervention « dégradation des terres » est également en mesure de renforcer les activités de restauration des paysages. Les pratiques de GDT ont pour but de contribuer à éviter et réduire la dégradation des terres, tandis que la restauration de paysages permet d'inverser le processus de dégradation.
62. Outre la Conférence des Parties à la CNULD, les Conférences des Parties à la Convention sur la diversité biologique et à la Convention de Stockholm ont formulé des orientations à l'intention du FEM sur les objectifs de développement durable. Le FEM donnera suite à ces orientations en encourageant l'intégration des efforts conformément à la nature intégrée des objectifs de développement durable et compte tenu des besoins des pays, dans le respect de son mandat.

Partie VI : Conclusions

63. Au cours de la période considérée, de juillet 2015 à juin 2017, le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des terres » a continué de comporter un nombre important de projets portant sur toutes les annexes de la CNULD et un large éventail de zones agro-écologiques et de questions thématiques. La GDT a de fortes chances d'avoir des effets transformateurs comme en témoignent les résultats escomptés de la cohorte de projets, 34,1 millions d'hectares faisant l'objet de GDT (28 % de l'objectif de l'institution pendant FEM-6).
64. Les activités menées et les progrès enregistrés pendant la période considérée témoignent de l'importance et de la pertinence constantes du rôle que joue le FEM comme mécanisme financier de la CNULD, notamment pour ce qui est d'aider les pays à établir et atteindre, à titre volontaire, des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres.
65. La demande et le taux d'utilisation des ressources du FEM par les pays pouvant se prévaloir de son aide pour des projets à l'appui de la mise en œuvre de la Convention demeurent élevés. La programmation totale du domaine d'intervention « dégradation des terres » progresse conformément à la programmation de FEM-6 dans tous les domaines d'intervention.
66. Les évaluations par le Bureau indépendant d'évaluation du FEM ainsi que l'analyse du suivi du portefeuille ont confirmé que le domaine d'intervention « dégradation des terres » est très pertinent : 1) eu égard aux mandats des organismes partenaires du FEM ; 2) en ce qui concerne les besoins des pays de toutes les régions, en particulier l'Afrique ; et 3) étant donné que selon la CNULD les cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres, les projets et les autres initiatives de gestion durable des terres constituent des instruments efficaces pour mobiliser des financements durables additionnels et des investissements responsables et durables pour faire face aux questions liées à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse. En outre, elles offrent des enseignements utiles sur les programmes et les priorités dans les régions touchées, ce qui contribuera à l'élaboration des orientations du domaine d'intervention pendant la septième phase de reconstitution du FEM.

Partie VII : Annexes (English only)

Annex 1. GEF-6 Land Degradation Focal Area Results-Based Management Framework

Goal: To contribute to arresting and reversing current global trends in land degradation, specifically desertification and deforestation.

Impact: Sustained productivity of agro-ecosystems and forest landscapes in support of human livelihoods.

Global Target: 120 million ha under Sustainable Land Management

Indicators:

- (a) Change in land productivity (greenness measure as proxy - NPP, NDVI – corrected by RUE)
- (b) Improved livelihoods in rural areas (Farmer income – disaggregated by gender)
- (c) Value of investment in SLM (\$ generated from diverse sources, co-financing in projects)

Gender Indicators:

Focal Area projects will use and incorporate GEF Gender Indicators, which will be monitored and aggregated at the Focal Area portfolio and Corporate levels.¹⁴

¹⁴ Refer to the core GEF Gender Indicators identified under the gender section of the Strategic Positioning Paper for GEF-6 replenishment. The five Gender Indicators are:

1. Percentage of projects that have conducted gender analysis during project preparation.
2. Percentage of projects that have incorporated gender sensitive project results framework, including gender sensitive actions, indicators, targets, and/or budget.
3. Share of women and men as direct beneficiaries of project.
4. Number of national/regional/global policies, legislations, plan, and strategies that incorporates gender dimensions (e.g. NBSAP, NAPA, NAP, TDA/SAP, etc).
5. Percentage of Project Implementation Reports (PIR), Mid-term Evaluation (MTE) and Terminal Evaluation Reports (TER) that incorporate gender equality and women's empowerment and assess results/progress.

Projects will use gender-sensitive indicators and sex-disaggregated data, and it will be systematically recorded, reported and integrated into adaptive management responses at the project level. GEF will undertake periodic reviews of the portfolio and highlight best practices in mainstreaming gender in projects, including through Annual Monitoring Review and Learning Missions.

Objectives	Program Priorities	Expected Outcomes and Indicators
<p>LD-1: Agriculture and Rangeland Systems: Maintain or improve flow of agro-ecosystem services to sustain food production and livelihoods</p>	<p>Program Priority 1: Agro-ecological Intensification</p> <p>Program Priority 2: SLM for Climate Smart Agriculture</p>	<p>Outcome 1.1: Improved agricultural, rangeland and pastoral management Indicator 1.1 Land area under effective agricultural, rangeland and pastoral management practices and/or supporting climate-smart agriculture</p> <p>Outcome 1.2: Functionality and cover of agro-ecosystems maintained Indicator 1.2 Land area under effective management in production systems with improved vegetative cover</p> <p>Outcome 1.3: Increased investments in SLM Indicator 1.3: Value of resources flowing to SLM from diverse sources (including climate change adaptation and mitigation)</p>
<p>LD-2: Forest Landscapes: Generate sustainable flows of forest ecosystem services, including sustaining livelihoods of forest dependent people</p>	<p>Program Priority3: Landscape Management and Restoration</p>	<p>Outcome 2.1: Support mechanisms for forest landscape management and restoration established Indicator 2.1: Types of innovative mechanisms, institutions, legal and regulatory frameworks functioning to support SFM and restoration</p> <p>Outcome 2.2: Improved forest management and/or restoration Indicator 2.2 Land area under sustainable forest management and/or restoration practices</p> <p>Outcome 2.3: Increased investments in SFM and restoration Indicator 2.3: Value of resources flowing to SFM from diverse sources (e.g. PES, small credit schemes, voluntary carbon market)</p>

Objectives	Program Priorities	Expected Outcomes and Indicators
<p>LD-3: Integrated Landscapes: Reduce pressures on natural resources from competing land uses in the wider landscape</p>	<p>Program Priority 4: Scaling-up sustainable land management through the Landscape Approach</p>	<p>Outcome 3.1: Support mechanisms for SLM in wider landscapes established Indicator 3.1: Demonstration results strengthening cross-sector integration of SLM</p> <p>Outcome 3.2: Integrated landscape management practices adopted by local communities Indicator 3.2: Application of integrated natural resource management (INRM) practices in wider landscapes</p> <p>Outcome 3.3: Increased investments in integrated landscape management Indicator 3.3: Increased resources flowing to INRM and other land uses from divers sources</p>
<p>LD-4: Maximizing transformational impact: maintain land resources and agro-ecosystem services through mainstreaming at scale</p>	<p>Program Priority 5: SLM Mainstreaming in Development</p>	<p>Outcome 4.1: SLM mainstreamed in development investments and value chains across multiple scales Indicator 4.1: Increased investments in SLM</p> <p>Outcome 4.2: Innovative mechanisms for multi-stakeholder planning and investments in SLM at scale Indicator 4.2: Innovative mechanisms, institutions, legal and regulatory frameworks functioning to support SLM\</p>

Annex 2. Land Degradation Focal Area Project Portfolio Approved in FY16 and FY17

FY16 (Second Year of GEF-6)

All amounts in \$ million

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9059	Guatemala	UNDP	Promoting Sustainable and Resilient Landscapes in the Central Volcanic Chain	12.19	2.49	45.83	LD-2	BD-1; BD-4; SFM-1; SFM-2
9092	Peru	FAO	Sustainable Management of Agro-Biodiversity and Vulnerable Ecosystems Recuperation in Peruvian Andean Regions Through Globally Important Agricultural Heritage Systems GIAHS Approach	10.29	0.88	68.85	LD-3	BD-3; BD-4; SFM-3
9153	Uruguay	FAO	Climate-smart Livestock Production and Land Restoration in the Uruguayan Rangelands	2.34	0.61	12.03	LD-1	CCM-2
9163	Global	CI	Enabling the use of Global Data Sources to Assess and Monitor Land Degradation at Multiple Scales	1.99	1.80	10.02	LD-4	
9167	Mexico	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Mexico	4.86	0.44	8.04	LD-1	BD-4; CCM-2
9190	Uzbekistan	FAO	Sustainable Management of Forests in Mountain and Valley Areas	3.51	0.66	13.00	LD-2	SFM-3; CCM-2
9193	Kazakhstan	UNDP	Conservation and Sustainable Management of Key Globally Important Ecosystems for Multiple Benefits (Resubmission)	8.87	1.79	24.00	LD-3	BD-1; SFM-1; SFM-2
9205	Kazakhstan	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Kazakhstan	2.93	0.88	3.00	LD-2	BD-2; CCM-2

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9208	Palau	UNDP	Integrating Biodiversity Safeguards and Conservation into development in Palau	4.65	0.52	17.58	LD-2, LD-3	BD-2; BD-4; SFM-1; SFM-3
9231	Pakistan	UNDP	Pakistan Snow Leopard and Ecosystem Protection Program (Resubmission)	5.11	0.88	12.95	LD-3	BD-1; SFM-1; SFM-1; SFM-3
9232	Regional ¹⁵	IUCN	Sustainable Management of Peatland Ecosystems in Mekong Countries	3.18	0.38	9.45	LD-3	BD-1; BD-4; CCM-2; SFM-3
9241	Kenya	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Kenya	3.92	0.44	4.82	LD-1	BD-4; CCM-1
9243	India	FAO	Green-Ag: Transforming Indian Agriculture for Global Environmental Benefits and the Conservation of Critical Biodiversity and Forest Landscapes	36.62	4.22	494.12	LD-1, LD-3	BD-3; BD-4; CCM-2; SFM-1
9248	Bolivia	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Bolivia	4.03	0.83	5.35	LD-3	BD-4; CCM-2
9262	Honduras	UNDP	Agroforestry Landscapes and Sustainable Forest Management that Generate Environmental and Economic Benefits Globally and Locally	14.52	1.73	48.20	LD-2	BD-1; BD-4; SFM-1
9264	Global ¹⁶	IUCN, FAO, UNEP	TRI The Restoration Initiative - Fostering Innovation and Integration in Support of the Bonn Challenge	59.39	11.32	201.45	LD-2; LD-3	BD-4; CCM-2; SFM-3; SFM-4

¹⁵ Cambodia, Lao PDR, Myanmar.

¹⁶ Central African Republic, Cameroon, China, Guinea-Bissau, Kenya, Myanmar, Pakistan, Sao Tome and Principe, Tanzania, Congo DR.

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9267	Myanmar	ADB	Rural Productivity and Ecosystems Services Enhanced in Central Dry Zone Forest Reserves	5.14	1.50	46.25	LD-2; LD-3	BD-4; CCM-1; CCM-2; SFM-3
9270	Malaysia	IFAD	Sustainable Management of Peatland Ecosystems in Malaysia (SMPEM)	10.28	0.17	47.85	LD-3	BD-1; BD-4; CCM-2; SFM-2
9272	Regional ¹⁷	World Bank, WWF-US, UNDP	Amazon Sustainable Landscapes Program	123.88	6.26	682.98	LD-1; LD-2; LD-3	BD-1; BD-4; CCM-2; SFM-1; SFM-2; SFM-3; SFM-4
9285	Afghanistan	FAO	Community-based Sustainable Land and Forest Management in Afghanistan	11.56	3.91	54.25	LD-1	BD-4; CCM-2; SFM-3
9330	Madagascar	World Bank	Sustainable Agriculture Landscape Project	14.98	0.93	100.00	LD-3	BD-1; BD-4; CCM-2; SFM-3
9331	Pakistan	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Program in Pakistan	2.94	0.88	3.02	LD-2	BD-4, CCM-2
9361	Vietnam	UNDP	Mainstreaming Natural Resource Management and Biodiversity Conservation objectives into socio-economic development planning and management of Biosphere Reserve in Viet Nam	7.31	0.44	30.00	LD-3	BD-1; BD-3; BD-4; SFM-1; SFM-3
9365	Global	IUCN	Land Degradation Neutrality Target Setting Project	3.00	2.75	2.90	LD-EA	

¹⁷ Brazil, Colombia, Peru.

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9369	Ecuador	CI	Implementation of the Strategic Plan of Ecuador Mainland Marine and Coastal Protected Areas Network	6.34	0.44	29.10	LD-2	BD-1
9391	Global	IUCN	The Global Environmental Commons. Solutions for a Crowded Planet	2.18	0.30	2.33	LD-4	BD-4, CCM-1, IW-1
9406	St. Lucia	UNEP	Integrated Ecosystem Management and Restoration of Forests on the South East Coast of St. Lucia	4.88	1.02	25.80	LD-2	BD-1; CCM-1; CCM-2; SFM-3
9407	Regional (Egypt, Jordan)	UNEP	Healthy Ecosystems for Rangeland Development (HERD): Sustainable Rangeland Management for Biodiversity Conservation and Climate Change Mitigation	4.00	3.51	9.00	LD-1; LD-2; LD-3	
9413	Brazil	UNEP	Realizing the Biodiversity Conservation Potential of Private Lands	9.85	1.44	38.80	LD-2; LD-3	BD-4; SFM-1; SFM-2
9416	Costa Rica	UNDP	Conserving Biodiversity through Sustainable Management in Production Landscapes in Costa Rica	7.39	0.86	25.20	LD-2; LD-3	BD-4; SFM-1
9417	Chad	IUCN	Restoring Ecological Corridors in Western Chad for Multiple Land and Forests Benefits - RECONNECT	5.87	0.89	19.00	LD-3	SFM-3; CCM-2
9424	Dominican Republic	UNDP	Mainstreaming Conservation of Biodiversity and Ecosystem Services in Productive Landscapes in Threatened Forested Mountainous Areas	8.98	0.70	54.00	LD-3	SFM-3; BD-4

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9429	Cuba	UNDP	Incorporating Multiple Environmental Considerations and their Economic Implications into the Management of Landscapes Forests and Production Sectors in Cuba	10.50	0.99	37.80	LD-4	BD-4; BD-4; SFM-1
9434	Timor-Leste	CI	Securing the Long-term Conservation of Timor-Leste Biodiversity and Ecosystem Services through the Establishment of a functioning National Protected Area Network and the Improvement of Natural Resource Management in Priority Catchment Corridor	3.68	1.33	14.10	LD-1	BD-1; SFM-1; SFM-2
9460	Ecuador	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Program in Ecuador	2.00	0.63	4.13	LD-3	BD-4
9477	Albania	UNEP	Promoting Sustainable Land Management (SLM) through Integrated Restoration of Ecosystems	1.00	0.86	5.65	LD-1; LD-3	

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9265	Vietnam	World Bank	Mekong Delta Integrated Climate Resilience and Sustainable Livelihoods Project	6.46	0.45	310.00	LD-1; LD-3;	CCM-2; SFM-1; SFM-2
9266	Eritrea	UNDP	Restoring Degraded Forest Landscapes and Promoting Community-based, Sustainable and Integrated Natural Resource Management in the Rora Habab Plateau, Nakfa Sub-zoba, Northern Red Sea Region of Eritrea	9.08	2.88	23.50	LD-3	BD-4; SFM-3; CCM-2
9294	Mauritania	FAO	Integrated Ecosystem Management Program for the Sustainable Human Development in Mauritania	9.05	2.28	23.15	LD-1	BD-1; BD-3; CCM-2; SFM-3
9388	Lebanon	UNDP	Land Degradation Neutrality of Mountain Landscapes in Lebanon	5.16	4.62	17.26	LD-2; LD-4	
9537	Morocco	FAO	Revitalizing Oasis Agro-ecosystems through a Sustainable, Integrated and Landscape Approach in the Draâ-Tafilalet Region (OASIL)	9.56	4.25	41.27	LD-1	BD-3; CCM-1; CCM-2
9555	Mexico	World Bank	Sustainable Productive Landscapes	23.88	1.81	139.30	LD-3	BD-4; CCM-2; SFM-2
9719	Global	UNEP	Piloting Innovative Investments for Sustainable Landscapes	2.24	2.00	52.00	LD-3	

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9730	Georgia	UNEP	Generating Economic and Environmental Benefits from Sustainable Land Management for Vulnerable Rural Communities of Georgia	1.64	1.45	4.56	LD1; LD2	
9409	Sri Lanka	UNEP	Healthy Landscapes: Managing Agricultural Landscapes in Socio-ecologically Sensitive Areas to Promote Food Security, Well-being and Ecosystem Health	2.20	0.62	8.68	LD-3	BD-3
9667	Dominica	UNEP	Sustainable Land Management in the Commonwealth of Dominica	2.00	1.77	14.70	LD-1; LD-2; LD-3	
9754	Moldova	World Bank	Climate Adaptation & Forestry Project	2.19	2.00	20.00	LD-1; LD-3	
9293	Mali	AfDB	Scaling up a Multiple Benefits Approach to Enhance Resilience in Agro- and Forest Landscapes of Mali's Sahel Regions (Kayes, Koulikoro and Ségou)	9.53	2.32	60.20	LD-1; LD-3	CCM-2; CW-2; SFM-2
9366	Cote d'Ivoire	UNEP	Sustainability and Scaling Up Approaches for Transformational Management, Restoration and Conservation of Forests Landscapes and Biodiversity in Cote d'Ivoire (SSATMARC –FOLAB)	3.15	0.66	27.06	LD-1; LD-2	BD-1; BD-4; SFM-1; SFM-2; SFM-3

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9383	Benin	AfDB	Sustainable Forest Management and Conservation Project in Central and South Benin	2.90	0.45	15.93	LD-2	BD-1; CCM-2; SFM-1; SFM-2
9385	Rwanda	UNDP	Forest Landscape Restoration in the Mayaga Region	6.85	1.08	25.77	LD-2	BD-4; CCM-1; CCM-2; SFM-3
9389	Mongolia	UNDP	Ensuring Sustainability and Resilience (ENSURE) of Green Landscapes in Mongolia	8.78	2.90	34.00	LD-3	BD-1; BD-4; SFM-3
9437	Nepal	WWF-US	Integrated Landscape Management to Secure Nepal's Protected Areas and Critical Corridors	7.36	2.23	42.62	LD-2; LD-3	BD-4; SFM-2
9441	Colombia	FAO/UNIDO	Contributing to the Integrated Management of Biodiversity of the Pacific Region of Colombia to Build Peace	8.30	0.71	35.30	LD-3	BD-1; BD-4; SFM-1; SFM-2
9577	Grenada	UNDP	Climate Resilient Agriculture for Integrated Landscape Management	4.12	2.71	13.69	LD-1; LD-3	BD-2; BD-4
9580	St. Vincent and Grenadines	UNDP	Conserving Biodiversity and Reducing Land Degradation Using a Ridge-to-Reef Approach	4.17	1.64	10.49	LD-3	BD-1
9583	Argentina	UNDP	Mainstreaming Biodiversity Conservation and Sustainable Land Management (SLM) into Development Planning: Making Environmental Land Use Planning (ELUP) Operational in Argentina	9.91	3.72	41.75	LD-3; LD-4	BD-4

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9586	Turkey	FAO	Contributing to Land Degradation Neutrality (LDN) Target Setting by Demonstrating the LDN Approach in the Upper Sakarya Basin for Scaling up at National Level	2.72	2.38	13.60	LD-3	
9745	Iraq	FAO	Sustainable Land Management for Improved Livelihoods in Degraded Areas of Iraq	4.05	3.54	21.48	LD-1	
9774	Global ¹⁸	UNDP	GEF SGP Sixth Operational Phase-Strategic Implementation Using STAR Resources Tranche 1, Mainly in LDCs and SIDs (Part III)	18.03	4.12	18.03	LD-1; LD-2	BD-1; BD-2; CCM-1; CCM-2; CCM-3

¹⁸ Argentina, Burkina Faso, Bhutan, Belarus, Colombia, Cabo Verde, Dominican Republic, Eritrea, Gambia, Jamaica, Madagascar, Mali, Malaysia, Nepal, Panama, Congo DR.

Annex 3. Land Degradation-Relevant Projects Approved under Other Windows in FY16 and FY17

All amounts in \$ million

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	Co-finance	LDFA Amount	LD Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
6971	Mali	UNDP	Generating Global Environment Benefits through Improved Environmental Information, Planning and Decision Making Systems	1.20	2.55			CCCD 1; CCCD 3
6973	Guyana	UNDP	Strengthening Technical Capacities to Mainstream and Monitor Rio Convention Implementation through Policy Coordination	1.20	1.28			CCCD 1
9051	Regional	AfDB	Moringa Agro-forestry Fund for Africa (Non-Grant Instruments)	13.08	50.80	12.00	LD-1; LD-2; LD-3	
9114	Serbia	UNDP	Capacity Development for Improved Implementation of Multilateral Environmental Agreements (MEAs)	1.10	0.98			CCCD 2; CCCD 3
9199	Bhutan	UNDP	Enhancing Sustainability and Climate Resilience of Forest and Agricultural Landscape and Community Livelihoods (multi-trust fund: GEF/LDCF)	15.71	42.63			CCA 1; CCA 2; CCA 3; BD 1; SFM 2
9277	Regional (LAC)	IADB	Risk Mitigation Instrument for Land Restoration (Non-Grant Instruments)	16.35	120.00	15.00	LD-2; LD-3	
9300	Madagascar	UNDP	Strengthening National Capacities to Meet Global Environmental Obligations with the Framework of Sustainable Development Priorities	2.19	2.00			CCCD 1; CCCD 2; CCCD 3; CCCD 4

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	Co-finance	LDFA Amount	LD Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9314	Comoros	UNDP	Strengthening of multisector and decentralized environmental management and coordination to achieve the objectives of the Rio Conventions in the Union of Comoros	1.70	1.60			CCCD 2
9319	Cuba	UNDP	Integrating Rio Global Environmental Commitments into National Priorities and Needs through the Improvement of Information Management and Knowledge for Planning and Decision Making	1.68	1.94			CCCD 2
9334	Egypt	UNDP	Enhancing National Capacities for Improved Public Participation for Implementing Rio Conventions	1.14	0.99			CCCD 4
9335	Uganda	UNDP	Strengthening Institutional Capacity for Effective Implementation of Rio Conventions in Uganda	1.04	1.05			CCCD 1; CCCD 2
9341	Timor-Leste	UNDP	Strengthening Targeted National Capacities to Improve Decision-making and Mainstream Global Environmental Obligations into National Development Priorities	1.64	2.60			CCCD 1; CCCD 2
9390	Liberia	UNDP	Strengthening National Capacities to Meet Global Environmental Obligations with the Framework of Sustainable Development Priorities	1.70	1.50			CCCD 1; CCCD 3; CCCD 5
9467	Antigua and Barbuda	UNDP	Monitoring and Assessment of MEA Implementation and Environmental Trends in Antigua and Barbuda	1.02	0.80			CCCD 1;
9502	Guinea-Bissau	UNDP	Strengthening Natural Resource Valuation Capacities for Improved Planning and Decision-making to Conserve the Global Environment	1.10	2.20			CCCD 1; CCCD 4

GEF ID	Country	Agency	Project Title	Total GEF Grant	Co-finance	LDFA Amount	LD Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
9506	Sudan	UNDP	Strengthening Targeted National Capacities for Improved Decision Making and Mainstreaming of Global Environmental Obligations	1.15	1.00			CCCD 1; CCCD 2; CCCD 3; CCCD 5
9511	Djibouti	UNDP	Strengthening National Capacities for Improved Decision Making and Mainstreaming of Global Environmental Obligations	1.15	1.29			CCCD 1; CCCD 2; CCCD 3; CCCD 4
9651	Somalia	UNDP	Strengthening National Capacities for Improved Decision Making and Mainstreaming of Global Environmental Obligations	1.15	2.25			CCCD 2; CCCD 3; CCCD 4
9719	Global	UNEP	Piloting Innovative Investments for Sustainable Landscapes (Non-Grant Instrument)	2.24	52.00	2.00	LD-3	
9744	Iraq	UNEP	Establishing a Functional Environmental Information System for the Synergistic Implementation of Multilateral Environmental Agreements (MEAs) for Iraq	1.30	0.61			CCCD 1; CCCD 2
9747	Mauritania	UNEP	Building Core Capacity for the Implementation, Monitoring and Reporting of Multilateral Environmental Agreements (MEAs) in the Context of the Sustainable Development Goals (SDGs) in Mauritania	1.10	0.55			CCCD 1; CCCD 3
9808	Botswana	UNEP	Building Core Capacity for the Implementation, Monitoring and Reporting of Multilateral Environmental Agreements (MEAs) and Relevant Sustainable Development Goals (SDGs) in Botswana	1.11	0.30			CCCD 1; CCCD 3
9809	Benin	UNEP	Building Core Capacity for Implementation, Monitoring and Reporting of Multilateral Environmental Agreements (MEAs) and Relevant Sustainable Development Goals (SDGs) in Benin	1.31	0.30			CCCD 1; CCCD 3

Annex 4. Summary of Approved Programs and Projects

L DFA Approved Projects in FY2016 (Second Year of GEF-6)

9059 Guatemala: Promoting Sustainable and Resilient Landscapes in the Central Volcanic Chain (UNDP)

The project's objective is to mainstream biodiversity conservation and SLM objectives into the production landscapes of the Central Volcanic Mountain Range in Guatemala, contributing to the well-being of local populations and the delivery of multiple global environmental benefits. The project has two components: (1) Development of an enabling environment for the delivery of multiple global environmental benefits through models of sustainable agriculture/forestry production and economic incentives derived from improved markets and ecosystem services, and (2) Delivering multiple environment benefits by connecting core protected areas within sustainably managed production landscapes in the central volcanic chain in Guatemala.

Key global environmental benefits will include: (i) Stable populations of indicator species (mammals, birds, amphibians, and plants) forest/agricultural landscapes after seven years (project duration), (ii) Biological corridors (34,792 ha) provide connectivity to forest remnants and contribute to the conservation to biological important areas of the Central Volcanic Mountain Range of Guatemala, (iii) Improved forest cover in forest/agricultural landscapes of the central volcanic range (71,320 ha), and (iv) Carbon sequestration: 178,000 tons of CO₂e (reforestation, restoration, and sustainable agroforestry and agricultural systems).

9092 Peru: Sustainable Management of Agro-Biodiversity and Vulnerable Ecosystems Recuperation in Peruvian Andean Regions Through Globally Important Agricultural Heritage Systems Approach (FAO)

The overall objective of this project is to conserve in-situ and to sustainably use globally-important agro-biodiversity through the preservation of traditional agricultural systems, the integrated management of forests, water, and land resources, and the maintenance of the ecosystem services in selected Andean regions. The project proposes that the long-term solution for agrobiodiversity conservation and sustainable use is to reverse the loss of ecosystem integrity in key agrobiodiversity regions in order to ensure healthy agro-ecosystems in which agrobiodiversity can be sustained.

The project will contribute to deliver the following GEBs : (i) conservation and sustainable uses of agro-biodiversity species, associated traditional knowledge and ancestral heritage systems; (ii) increased genetic diversity of globally significant cultivated plants; (iii) incorporation of 300,000 ha of productive landscapes under sustainable land management; (iv) integrated resource management and sustainable productive practices adopted by local communities in the productive landscapes of 7 departments, with women representing 30% of beneficiaries (in those ha); (v) 83,000 ha of forest resources are restored in the productive landscape including the services these confer to agro-production, agro-forestry and agro-biodiversity; (vi) incorporation of 300,000 ha of productive landscape integrating biodiversity conservation and sustainable use unto their management plans by meeting national or third party certification, or supported by other objective data; and (vii) mainstreaming of conservation and sustainable use of biodiversity, sustainable forest and land management into regional plans, zoning frameworks and watershed management plans of seven departments.

9153 Uruguay: Climate-smart Livestock Production and Land Restoration in the Uruguayan Rangelands (FAO)

The objective of this project is to promote climate-smart practices in the livestock sector of Uruguay to mitigate climate change and restore degraded lands. The proposed project aims to introduce and disseminate Climate-Smart Livestock Management (CSLM) systems and practices that yield greater economic benefits while reducing land degradation and GHG emissions, and increasing carbon sequestration. The project will focus on small and medium-sized farms based on extensive systems on natural grasslands. The estimated GHG emissions reduction from lower emissions intensity in meat production and carbon sequestration is 100,000-300,000 tons of CO₂e directly and 1-3 million tons CO₂e indirectly. The project will also lead to 35,000 ha under SLM directly, and 400,000 ha indirectly.

The project focuses on climate smart agriculture, addressing the nexus of food security, climate change and sustainable resource management. This is one of the first GEF projects that addresses climate-smart livestock management for

GHG emissions reduction. While the project will first pilot transfer of technologies and practices with 60 small and medium farmers, it will scale up through the broad dissemination of these practices and wider capacity development. It will also feed into the recently launched National program of Technology Transfer and Diffusion, which aims to upgrade management practices among agricultural producers, and develop of a national CSLM policy framework. In addition, the project will lead to the development of a NAMA on the livestock sector, a priority of the Government of Uruguay.

9163 Global: Enabling the use of Global Data Sources to assess and Monitor Land Degradation at Multiple Scales (CI)

The project's objective is to provide guidance, methods and a toolbox for assessing and monitoring status and trends in land degradation using remote sensing technology which can be employed to inform land management and investment decisions as well as to improve reporting to the UNCCD and the GEF. The project's goal is to derive an approach that can yield one or two simple metrics in the form of continuous satellite images that, when tracked over years, correlate well with trends of degradation. With such products, methods and a toolbox can be created to enable countries to report trends in land degradation to the UNCCD and the GEF. The innovation is the use of new data to enable multi-scale monitoring of trends in land cover and land degradation. The approach combines data from commercial satellites and publicly available data that have not previously been available.

Stakeholders include those in the international community, the GEF, UNCCD, STAP, and the European Space Agency (ESA) and those at the national level in Kenya, Senegal, Tanzania, and Uganda, the four pilot countries where the project will test its methods. This also includes relevant national agencies in these countries, the project executing partners Vital Signs, NASA, and Lund University, and GEF Food Security Integrated Approach Pilot (IAP) project partners. The project will also benefit other countries through involvement in capacity building and eventually have global reach through the development of new, user-friendly methods for monitoring land degradation trends within the context of LDN reporting.

9167 Mexico: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Mexico (UNDP)

The project aims at enhancing the resilience of the ecosystems through the synergistic implementation of a set of community livelihood practices in the Mesoamerican Biological Corridor in Mexico. Community organizations will implement grant projects aligned with large ecosystem, micro-regional and landscape and seascape sustainable management plans to be reviewed and approved by the SGP National Steering Committee, with the technical and financial support of other stakeholders involving federal government entities, state and local government, as well as pivot organizations, producers' associations, academia and other partners. Community-driven grant projects will focus on adoption of production practices or systems that conserve biodiversity through sustainable use, maintain or enhance ecosystem services (e.g. pollination, soil fertility) and/or reduce loss of carbon through biomass burning, for example, by intensifying agricultural production through agroforestry systems, permaculture and other innovative agro-ecological approaches.

An essential outcome is to replicate and enhance previous experience of community based on the ground implementation of the UNFCCC, UNCBD, and UNCCD in the four large ecosystems of southeastern Mexico that have been building on previous experience since the beginning of the SGP in Mexico. The premise of upscaling in this context is that the aggregate of community adopters of successful SGP-supported technologies, practices and systems from previous SGP phases have been slowly acquiring critical mass to reach a tipping point of adoption more broadly by rural constituencies of adaptive practice and innovation. The SGP has been able to facilitate this aggregation process by accompanying community organizations over the years, building networks of producers, establishing vertical linkages from producer to market, and advocating policy support from local, state and federal governments.

9190 Uzbekistan: Sustainable Management of Forests in Mountain and Valley Areas (FAO)

Approximately 9 million ha (20% of the country's surface) of land are classified as forest land in Uzbekistan, of which about 3 million ha are still covered with forests, mostly desert forests (Saxaul), mountain forests (Juniper), and valley forests (Tugai). Forest degradation has been ongoing in the country since at least a century due to expansion of agricultural land and overgrazing. The project is the first GEF project in the country that specifically focuses on the introduction of SFM to address those drivers. The objective of the project is to introduce SFM and thereby sequestering carbon and improving the quality of forest resources for its productive functions. Component (1) will establish an operational forest assessment and monitoring system at national level; component (2) focuses on the introduction of

multifunctional management practices over 121,750 ha in 4 locations across Uzbekistan, and component 3 is concerned with ensuring the sustainability and up-scaling of SFM. Estimated carbon benefits of the project are in the range of 3.2 to 4.6 million tons of CO₂e over a five-year period.

9193 Kazakhstan: Conservation and Sustainable Management of Key Globally Important Ecosystems for Multiple Benefits (UNDP)

The project focuses on conservation and sustainable management of three threatened ecosystems, which are outstanding for their biodiversity values, role in protecting land and water resources and services to local communities. These are (1) mountain forests and grasslands of Altai, Saur, Dzungaria, Ala-Tau and Tian Shan, (2) Riparian/Tugai forests and river floodplain ecosystems of the Charyn, Ile and Syr Daria river deltas, and (3) Saxaul shrubs and deserts of Balkhash Lake district. Building on strong national baseline economic development program and co-financing, the project concentrates on addressing the suite of key root-causes of degradation of the conservation-important ecosystems, such as gaps in the representation of the protected area system with respect to coverage of habitat of globally important species (including the Snow Leopard), under-estimated valuation of ecosystem services, disengagement of the private sector and local communities from ecosystem management and restoration.

Through the Community Ecosystem Management Program this project is promoting engagement of communities and particularly the private sector in sustainable management and restoration of ecosystems important for their biodiversity and land integrity functions. Furthermore, this project is the first in the region which promotes full valuation of mountain, Tugai and Saxaul ecosystem services, and integration of the ecological values into the economic land use decision making.

9205 Kazakhstan: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Kazakhstan (UNDP)

The GEF Kazakhstan Country Programme objective is to build the social-ecological resilience of steppe and desert landscapes of Kazakhstan by securing global environmental benefits from community-based management of biodiversity, ecosystem function, and land, water and biomass resources. The project is designed to achieve this objective and generate the expected outcomes and related outputs. The main component is “Resilient rural landscapes of steppe and desert ecosystems for sustainable development and global environmental protection”, where GEF's support will provide small grants to NGOs and community organizations for the development and implementation of landscape-level planning frameworks that focus on the economic potentials of safeguarding and maintaining ecosystem services in target ecosystems. The project will develop at least six landscape management plans that encompass the lands of several rural communities in target landscapes in pursuit of strategic landscape outcomes related to biodiversity conservation, sustainable land management, climate change adaptation and mitigation and integrated water resources management in desert and steppe ecosystems.

9208 Palau: Integrating Biodiversity Safeguards and Conservation into development in Palau (UNDP)

This project is a crucial complement to Palau's Ridge to Reef project from GEF-5 advancing natural resource management systems and practices across the country. Nationally, this project will advance land use planning systems. It will also work on mainstreaming biodiversity in different sectors, including importantly in the rapidly growing tourism industry with both minimum standards and green certification. The project will also develop a national framework for invasive species management to prevent and control further introductions of invasive species.

In addition, this project will focus on Babeldaob Island (75% of the country's land mass and most of the forest) on sustainable forest management, fire management, identification and protection of 15,000 ha of High Conservation Value Forests (HCVF), sustainable ecotourism, and biodiversity-friendly land and forest management practices. In the Southern lagoon states, this project will address threats to biodiversity and ecosystem function through development, implementation and enforcement of seascape spatial mainstreaming plans. This project will work closely with the tourism industry in a variety of ways both as a partner implementation as well as a source of resources.

9231 Pakistan: Snow Leopard and Ecosystem Protection Program (UNDP)

The project takes an integrated, systemic, multi-focal areas approach at the landscape level by addressing biodiversity, land degradation, and SFM. The project contributes to implementing integrated sustainable forest and land management in over 4.1 million ha, which will result in securing major snow leopard landscapes in the country. This will include 60,000 ha of SFM, 250,000 ha of SLM, and 20,000 ha of new protected areas. The project local communities through a livestock insurance scheme and wildlife deterrent systems to reduce human-wildlife conflicts.

The landscape level management approach for conservation and sustainable use of natural resources by involving multi-stakeholders at both federal and provincial levels is a novel approach in the context of Pakistan. The project also takes a strong gender/social responsive approach by ensuring both women and men participation in relevant activities. Development and implementation of appropriate institutional structure and financial strategy are planned to ensure long term sustainability of the initiatives.

9232- PIF Regional (Cambodia, Lao PDR, Myanmar): Sustainable Management of Peatland Ecosystems in Mekong Countries (IUCN)

The project aims at sustainably managing peatland ecosystems to conserve biodiversity and reduce GHG emissions by: (1) strengthening capacity and national planning at all levels for sustainable peatland management (e.g. development of national strategies and action plan, incorporate provision in relevant national and sector policies); (2) expansion of protected peatland ecosystems; (3) demonstration of sustainable peatland management in key priority sites; and (4) enhance regional cooperation on targeted capacity development and knowledge products. The project is expected to contribute to sustainable peatland management in total over 130,000 ha of landscape (both protected areas and outside), and significantly reduce GHG emission from the targeted peatlands through improved management. Estimated GHG emission is 894,300 tons of CO_{2e}.

The project is one of the first projects to focus on peatland identification and management in the Northern ASEAN countries. It is expected to resolve a significant information gap and actions that are required to address the drivers of peatland degradation and management in the target countries. With the focus on both policy and site level interventions with empowerment of indigenous peoples and local communities, the project is expected to have a tangible impact to start up and strengthen sustainable peatland management in the target countries.

9241 Kenya: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Kenya (UNDP)

The project addresses environmental degradation in three selected locations of Kenya (the World Heritage Site of the Kenya Lakes System in the Great Rift Valley; the marine ecosystem of Southern Kenya in Kwale County; and the sacred MijiKenda Kaya forests of Coastal Kenya), which are largely driven by the weak organizational capacities of communities and community organizations to collectively take action in building and maintaining resilience of these socio-ecological landscapes. The project will develop and implement adaptive land/seascape management strategies that build social, economic and ecological resilience built upon and maintained through the production of global environmental and local sustainable development benefits. To pursue achievement of the outcomes of these adaptive land/seascape management strategies, community organizations will implement grant projects reviewed and approved by the SGP National Steering Committee, supported by multi-stakeholder agreements involving local government, the private sector, NGOs, academe and other partners, and evaluated periodically and systematically as part of the broader collective process of adjusting management strategies to new information, knowledge, capacities and conditions.

9243 India: Green-Ag: Transforming Indian Agriculture for Global Environmental Benefits and the Conservation of Critical Biodiversity and Forest Landscapes (FAO)

Building on the National Mission for Sustainable and other key government programs, this GEF project is intended to shift the existing scenario by leveraging governmental, private sector, and other resources and initiatives to catalyze transformative change for India's agriculture sector to support achievement of national and global environmental benefits and conserve critical biodiversity and forest landscapes in the country. The project's overall objective will be realized through the implementation of two components: (1) strengthening enabling environment (enhanced policies and institutions to mainstream multiple environmental benefits in agriculture and land-use); and (2) demonstrate concrete on-the-ground conservation improvements at priority landscapes both at policy and practice levels.

Concrete policy change is expected through the development of a common vision for sustainable agriculture, which will enable the Government of India to mainstream conservation and achievement of GEB's across the policy platform that currently determines the direction and impact of the nation's agricultural sector. The process of generating the common vision, under a multi-sectoral platform, will be used to inform and improve concrete existing agricultural policies and programs, including those that are indirectly promoting unsustainable agriculture practices (e.g. fertilizers, energy, etc.). Furthermore, the project will develop and implement a national level "Green Landscape Conservation Strategies" that will improve agricultural practices in high value biodiversity conservation and forest landscapes.

The global environmental benefits expected from this project include: (i) a total of 1.17 million ha of improved biodiversity conservation status within 5 protected areas as result of sustainable agriculture and SFM practices, (ii) habitat improvements at 5 ecosystems: measured by reduction of agricultural and forest degradation threats, and improved status of globally significant species, (iii) 100,000 ha utilizing and conserving genetic diversity of at least 10 globally significant traditional and/or endemic plant and animal species or varieties, (iv) 400,000 ha of currently degraded productive landscapes under SLM, (v) 150,000 ha of high conservation value forest lands under SFM, and (vi) 26.9 million tons of CO₂e sequestered or avoided through improved agricultural practices.

9248 Bolivia: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Bolivia (UNDP)

The project will be implemented in five priority areas in three biodiversity rich eco-regions - Gran Chaco, Chiquitania and Pantanal - in mosaic production/conservation landscapes under a mixed category regime: National Parks (NPs) and National Natural Areas with Integrated Management (NAIMs). Strategic partnerships with the state and other allies are required to ensure that there is long term empowerment and capacities are strengthened for community based and non-governmental organizations to maintain and include more beneficiaries and strengthen local governance. The Government of Bolivia has allocated GEF 6 STAR funding to enhance and extend achievements of the SGP GEF 5 strategy, in line with national priorities, policies and agendas. During this new phase, the project aims to achieve further articulation of communities with their landscapes, strengthen governance schemes, and provide an active role for organizations to participate in PA/NAIM management in which they may be catalysts and protagonists of their livelihood improvement and increasing resilience.

This project uses participatory and multi-stakeholder approaches to address landscape management in the three biomes to enhance social and ecological resilience through community-driven projects to conserve biodiversity, optimize ecosystem services, manage land, in particular agro-ecosystems, and water sustainably, and mitigate climate change.

9262 Honduras: Agroforestry Landscapes and Sustainable Forest Management that Generate Environmental and Economic Benefits Globally and Locally (UNDP)

The project will develop economic and social alternatives in the project area as a long-term solution to strengthening the connectivity between protected areas and productive landscapes. This includes actions that contribute to biodiversity conservation, sustainable management of forests, enhancement of carbon stocks, protection of water sources, and protection of agro-ecosystems. The project will link sustainable agricultural production, sustainable management of forests, including carbon sequestration and biodiversity conservation. The key result will be a national policy for biological corridors articulated with the Forestry Policy that facilitates connectivity between 1.27 million ha of production landscapes and 287,802 ha of protected areas to consolidate the dry/humid biological corridor.

This project includes a scheme that will generate external contributions through carbon sequestration, benefit distribution mechanisms for protected areas derived from bird-watching activities and agro-tourism, and the strengthening of productive agricultural and agroforestry chains, such as coffee and cacao, among others. Although the types of productive systems vary depending on the region, the potential for sustainable coffee and cacao has already been identified as a key area for extension work with producer associations, and regionally through the South-south cooperation program to exchange knowledge.

9264 Global (Central African Republic, Cameroon, China, Guinea-Bissau, Kenya, Myanmar, Pakistan, Sao Tome and Principe, Tanzania, Congo DR): The Restoration Initiative - Fostering Innovation and Integration in Support of the Bonn Challenge (IUCN, FAO and UNEP)

The Program has been designed to make a significant global contribution to restoring ecosystem functioning and improving livelihoods through the restoration of priority degraded and deforested landscapes, in support of the Bonn Challenge, and in response to the expressed needs of countries. This program brings together ten countries, three GEF Agencies, and a range of NGO and private sector partners into a community of practice where countries are able to build off the joint experience of on-going and future restoration efforts.

Through the GEF programmatic approach, the program will create synergies, provide a wider array of tools and resources to national projects, and leverage key partnerships to yield cost savings and realize greater impact than possible under a fragmented, project-by-project approach. The program is expected to result in 46 million ha of landscapes under improved management, 1.1 million ha of sustainable production practices and will result in the

mitigation of 190 million tons of CO₂e GHG emissions and mainstream biodiversity conservation and sustainable use into the management of these landscapes.

9267 Myanmar: Rural Productivity and Ecosystems Services Enhanced in Central Dry Zone Forest Reserves (ADB)

The project aims at achieving multiple global environmental benefits in Myanmar's Central Dry Zone, enhancing rural productivity (agriculture, livestock, forestry), and improving ecosystem services through integrated natural resources management. The project is blended with an ADB agricultural irrigation baseline project in the CDZ providing technical assistance and investments focused on agricultural production. The main GEF project area will cover 12 districts within Mandalay, Sagaing, and Magway regions, and include activities to support ecosystem services (e.g., afforestation, assisted natural regeneration) in forest reserves, protected public forests, and protected areas. The GEF resources will initially be focused on Mae-Nyo-Taung forest reserve, and scaled up to 300,000 ha.

The global environmental benefits of the project include: (i) improved management of landscapes covering 300,000 ha, including several Key Biodiversity Areas (KBAs); (ii) bringing 55,000 ha under sustainable land management; and (iii) generating 5.8 million tons of CO₂e in carbon benefits through avoided deforestation and improved management practices. The inter-linkage with the baseline project, contribution to livelihood benefits, and strong focus on capacity building of relevant agencies and communities is expected to contribute to the project's long term sustainability.

9270 Malaysia: Sustainable Management of Peatland Ecosystems in Malaysia (IFAD)

The GEF project will strengthen national policy and institutional capacity to implement peatland related strategies and plans, and enhance integrated sustainable peatland management in targeted landscapes. The project will reduce fire, enhance water management, rehabilitate and avoid forest conservation through a multi-sectoral partnership, including the private sector. The project is expected to protect, rehabilitate and sustainably manage over 1.5 million ha of targeted peatlands, which will mitigate approximately 3 million tons of CO₂e.

One of the main innovative aspects of the project is the multi-stakeholder engagement in addressing sustainable peatland management. The engagement of private sector, civil society, and local communities working in partnership with government agencies will be more effective compared to the conventional sectoral approaches. Large private sector plantation companies are involved and will provide co-financing to the project to sustainably manage the adjacent peatlands.

9272 Regional (Brazil, Colombia, Peru): Amazon Sustainable Landscapes Program (World Bank, WWF-US and UNDP)

The Program brings innovations to address the common drivers of deforestation in the region. This includes innovative technology for low carbon and environmentally sustainable agriculture in Brazil, Colombia, and Peru, to reduce the threat of agriculture-driven forest conversion or land degradation, and building a spatial planning and monitoring platform in Brazil to support decision making for forest recovery. In order to have a significant impact in reducing deforestation and promote efficient land use in the Amazon region, this Program addresses a complex set of drivers of deforestation and barriers for sustainable land use that Brazil, Colombia, and Peru currently face and that the program will help them address through national and regional level action along four main lines of investment: (1) "Integrated Amazon Protected Areas", will increase conservation and protection of biodiversity through protected areas creation and system expansion, improved protected area management and sustainable financing at the system-wide level; (2) "Integrated Landscape Management", will contribute to climate change resilience and enhance sustainable land use by improving forest and land management and reducing carbon emissions from deforestation; (3) "Policies for Protected and Productive Landscapes", will incorporate biodiversity management principles into selected government sectors that are drivers of deforestation (i.e., agriculture, extractive industries and infrastructure) through sectoral agreements and/or instruments; and (4) "Capacity Building and Regional Cooperation", will complement the national projects and maximize the efficiency of the broader Program and to provide opportunities for south-south learning, foster intergovernmental cooperation, use M&E tools and geospatial services, apply best practices and develop portfolio-wide training and communication strategies.

The Program makes significant contributions to the GEF Corporate Targets and will maintain globally significant biodiversity and the ecosystem goods and services that it provides to society covering 73,117,000 ha (or 24% of the global target) while mitigating 300 million tons of CO₂e.

9285 Afghanistan: Community-based Sustainable Land and Forest Management in Afghanistan (FAO)

The project will promote sustainable management of natural resources including biodiversity conservation and climate change mitigation through a community-based approach to sustainable land and forest management in the provinces of Nuristan, Kunar, Badghis, Uruzgan, Ghazni, and Bamyan. The project includes the following 4 components: (1) Capacity building at national, sub-national and district levels for SLM/SFM; (2) Biodiversity conservation and carbon sequestration in forest landscapes; (3) Community-based rangeland management; and (4) Knowledge management and M&E.

The project will support integrated, community-based approaches to sustainable land and forest management in over 230,000 ha, which will result in securing conservation benefits and ecosystem services in important landscapes in the country. This will include 10,000 ha of High Conservation Value Forests, 200,000 ha of climate resilient SLM practices, and GHG mitigation benefits of 2.3 million tons of CO₂e.

9330 Madagascar: Sustainable Agriculture Landscape Project (World Bank)

This project is a large-scale landscape restoration initiative covering 1.13 million ha on five selected landscapes (Andapa, Soanierana Ivongo, Iazafo, Bealanana, and Marovoay) targeting 38,200 beneficiaries in 45 municipalities. The ultimate beneficiaries are smallholder households who will benefit from improved management of natural resources and improved access to productive inputs, including irrigation, sustainable land management, tree cover, and value chain interventions. The project objective is to increase access to improved irrigation services and agricultural inputs, and strengthen the integrated management of natural resources in the targeted landscapes by local actors. Capacities of producer associations, local forest user groups, community organizations, and water user associations will be reinforced in view of sustainability. Staff from sector Ministries at the local and national level will also be targeted (1,000 people). Women will particularly be targeted as they represent a crucial resource in agriculture and the rural economy.

The project will produce global environmental benefits measurable in terms of critical ecosystems under effective management, SLM, and forest restoration, and carbon benefits. The project will help to improve management effectiveness of ten protected areas in four of the five landscapes (300,000 ha), sustainably manage productive landscapes and forests (respectively 700,000 ha and 250,000 ha), and protect forests (300,000 ha). The project constitutes a sizable carbon sink to achieve a net carbon balance of -3,491,043 tons CO₂e emission over 20 years due to agroforestry on degraded lands, sustainable forest management including reforestation, and improved crop management.

9331 Pakistan: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Pakistan (UNDP)

The sixth phase of the Pakistan Small Grants Programme (SGP) seeks to build resilience through community action, while recognizing the inter-connectedness of ecosystem services, local food production, natural resource use, livelihoods and culture. As such, the project will support community-based organizations, which are the driving force in rural development strategies, to take the lead in managing natural resources sustainably for social and ecological resilience and global environmental benefits, and in concert with other stakeholders and communities so as to multiply results. The project will integrate the landscape approach in the Indus Delta, by focusing 40% of GEF financing on this area. The landscape will provide a limited geographic scope in which small grants and their results can accrue to generate broader global environmental benefits. The project will also target 40% of its funding to other sites in the country, particularly to biodiversity hotspots, and 20% of its financing to testing and disseminating innovations in the area of energy efficient technologies.

The project will allow community organizations and NGOs can identify, test and adapt technologies that address housing, cooking and production needs in a more energy efficient or climate friendly manner in strategic locations across Pakistan. The project will focus on: Component 1: Resilient rural landscapes and seascapes of Pakistan's Indus Delta for sustainable development and global environmental protection and Component 2: Demonstration, deployment and transfer of renewable energy and energy efficient technologies and approaches and carbon stock enhancement and conservation.

9361 Vietnam: Mainstreaming Natural Resource Management and Biodiversity Conservation objectives into socio-economic development planning and management of Biosphere Reserve in Viet Nam (UNDP)

The project's objective is: Integrated Natural Resources Management and Biodiversity Conservation objectives are effectively mainstreamed and advanced into and through development planning and tourism sector development in

targeted Biosphere Reserves in Viet Nam. Within the project's approach, pilot sites are proposed in Hoang Lien Son Mountain BR, Cu Lao Cham BR in Hoi An, and Dong Nai BR. In selecting these pilot sites, the project applies the key biodiversity area (KBA) approach to identifying globally important areas for biodiversity conservation.

The global benefits that will be delivered primarily include regulatory and enforcement framework that will result in reduced pressures on natural resources in the core zones of the targeted Biosphere Reserves covering 284,112 ha; and landscape level application of SLM measures in forestry, agroforestry and agriculture that avoids and reduces land degradation and delivers ecosystem and development benefits over 760,466 ha.

9365 Global: Land Degradation Neutrality Target Setting Project (IUCN)

In October 2015, the 12th session of the UNCCD COP decided that striving to achieve SDG target 15.3 is a strong vehicle for driving implementation of the UNCCD, within the scope of the Convention. At that same COP, Parties were invited to formulate voluntary targets to achieve LDN in accordance with their specific national circumstances and development priorities. At the COP, the GEF announced support for countries on voluntary target setting at the COP through GEF UNCCD Enabling Activities. The LDN target setting project will support interested beneficiary countries to define national LDN targets, building upon previous GEF investments in national sustainable development programs and, more specifically, previous investments in UNCCD Enabling Activities (i.e., NAPs, NAP alignment and reporting processes).

The Project has three components and associated expected outcomes respectively: (1) National LDN baseline defined and validated by at least 60 countries; (2) National LDN measures and targets defined by at least 60 countries; and (3) LDN target setting knowledge management - Country parties and international organizations and stakeholders engaged in the LDN target setting process in a synergistic and coherent manner.

9369 Ecuador: Implementation of the Strategic Plan of Ecuador Mainland Marine and Coastal Protected Areas Network (CI)

The project will integrate the management of at least 516,779 ha of globally important marine protected areas (MPAs) with coastal and marine areas that provide inland and seaward connectivity. Having robust and resilient MPAs will in turn (i) protect valuable biodiversity and critical habitats, (ii) contribute to maintain environmental services, and (iii) sustain fisheries and other coastal activities.

The three main elements of innovation for Ecuador are (i) to acquire hands-on experience on developing a functional national MPA network, (ii) to explore new approaches to build collaborative relationships with stakeholders, and (iii) to investigate means to conserve connectivity between mangroves and inland habitats and ecosystems. Financial sustainability is guaranteed by the annual government expenditure for 17 MPAs that will continue to be provided by the Government of Ecuador, and the financial returns of the conservation trust fund to provide additional support the MPA network. It is expected that social sustainability will result from a new approach to interact with stakeholders and novel governance mechanisms will foster social capital to sustain the advance of the MPA network.

9391 Global: The Global Environmental Commons. Solutions for a Crowded Planet (IUCN)

The objective of this project is to raise awareness and strengthen the narrative of the global commons; create a coalition of allies on safeguarding the global commons by presenting a framework for safeguarding the global commons and propose actionable solutions; and engage with a broader group with critical influence to set in motion a movement to address the Global Commons as a critical ingredient for a sustainable and prosperous future for all. It will combine a science-based analysis and approach with an innovative policy and world leader's dialogue to (1) identify the priority issues facing the Global Commons and propose actionable solutions for a crowded planet; (2) bring together intellectual and scientific leaders with 'dot connectors' who can translate and amplify the message to non-expert audiences; (3) leverage commitment and finance for the implementation of solutions by catalyzing a critical debate among leaders from within and outside the conservation community; and (4) release a Call to Action for Planetary Stewardship at a World Conference on the Global Environmental Commons.

Realizing that the current generation and decisions made in the next decade are key to determining the planet's future the proposed project is aimed at catalyzing a transformation in the approach to safeguarding the Global Commons as an integral part of development decision and economic approaches and to identify future pathways for safeguarding the Global Commons, including commitments embedded in the recent SDGs and COP21.

9406 St. Lucia: Integrated Ecosystem Management and Restoration of Forests on the South East Coast of St. Lucia (UNEP)

The project will enable sustainable economic development of the South East Coast by maintaining healthy ecosystems, sustainable livelihoods, and securing global environmental benefits. It seeks to implement an integrated sustainable development strategy in a poor region of St Lucia that has received little attention from donors so far. As a result of changes in European Union trade policies, this area is undergoing a transition from banana agriculture to other types of agriculture and tourism. This project will build on an existing project to support St Lucia's move away from banana agriculture by including resources for conservation, targeted reforestation, land use planning, and renewable energy. These efforts include a focus on reduced dependence on charcoal for energy, sustainable forest management, and forest restoration. Conservation efforts will be focused on protecting Key Biodiversity Areas, improving the sustainability of practices around those areas, and developing financial mechanisms for long term conservation finance. Project components are: (1) Increased government, civil society, and private sector capacity for sustainable development and ecosystem management; (2) Government of St. Lucia, municipal governments and communities increasingly restore and rehabilitate productive landscapes; and (3) targeted communities adopt sustainable economic pathways focused on sustainable livelihoods, including but not limited to ecotourism, that will be very important in helping people move away from charcoal and other unsustainable activities while earning a better living.

This project will work to bring an ecosystem-based approach to land planning and use in this region implementing multiple activities to work in synergy together. This project will also be implementing some of the sustainable financing strategies suggested through previous GEF investments support the Caribbean Challenge Initiative. These strategies, such as conservation easements, have been tried in few developing countries and would provide interesting pilots.

9407 Regional (Egypt, Jordan): Healthy Ecosystems for Rangeland Development: Sustainable Rangeland Management for Biodiversity Conservation and Climate Change Mitigation (UNEP)

The project in Jordan and Egypt will contribute towards LDN through the adoption of community-based, sustainable land management in one of the world's most important rangeland regions. The project has a \$1 million regional component funded out of LDFA set-asides to promote regional actions to achieve LDN, and is in response to a meeting convened by the League of Arab States in Cairo, February 28, 2016 where it was proposed that this project would support the development of an initiative to support LDN implementation in Arab countries, among which Iraq, Lebanon, Sudan, Mauritania, and Kuwait have expressed interest.

The projects objective is to strengthen restoration and sustainable management of pastoral rangelands for the provision of ecosystem services and protection of biodiversity in Egypt and Jordan and catalyzing scale up regionally and globally. Project components are: (1) Technical assistance for adaptive management and learning; (2) Stronger institutions for rangeland governance; (3) Identifying and up-scaling good practices in sustainable rangeland management; and (4) Knowledge management to promote an enabling environment for regional scale up of sustainable rangeland management.

9413 Brazil: Realizing the Biodiversity Conservation Potential of Private Lands (UNEP)

Half of the remaining natural vegetation cover in the five Brazilian biomes this project focuses on (Atlantic Forest, Cerrado, Caatinga, Pantanal and Pampa), amounting to 88 million ha of natural vegetation, are located on private lands. The project, which has both pilot and macro policy level elements, aims to address barriers to improve the management of their private set-aside areas. A successful implementation will have a direct contribution of conserving over 50 endangered species, scaling-up sustainable landscape management and appropriate systems of sustainable forest management in millions of ha of Private Set-Aside Areas. More importantly, it will create the basis of a national management system of conservation and management for 88 million ha of Private Set-Aside Areas and their wider landscapes.

This project will develop an innovative approach to dealing with the regulation of native habitats on private lands as priority areas for biodiversity conservation, sustainable landscape and forests management. By combining new tools aimed at both landscape level and macro policies, new regulation and targeted incentive schemes, large field pilots and sectoral agreements in a single package, the project aims to achieve a paradigm shift in the role of Private Set-Aside Areas in biodiversity conservation, ecosystem services provision and sustainable landscape management.

9416 Costa Rica: Conserving Biodiversity through Sustainable Management in Production Landscapes in Costa Rica (UNDP)

The objective of the project is to mainstream biodiversity conservation, sustainable land management and carbon sequestration objectives into production landscapes and urban biological corridors of Costa Rica. Key results are (1) a reduction in area converted annually from forest to other land cover, from 21,707 ha/year to 354 ha/year, resulting in a net avoided deforestation over the project area of 11,033 ha; (2) over 2,700 ha of landscape management tools comprising the following: 700 ha of micro corridors; (3) 2,000 ha of Silvo-pastoral systems to increase connectivity between production landscapes and selected protected areas and contribute to the conservation of biodiversity; and (4) increase of forest cover and carbon storage within farms in PA buffer zones, leading to a reduction from 10% of CO₂e emissions in 100 beef production farms.

The use of mapping vegetation loss and gain tied to land tenancy in private productive land, on a publically accessible and annual basis (see Component 1), is highly innovative. Furthermore, the project will test these technologies in both rural and urban contexts, with lessons learned to be disseminated and applied at a national and international level. The project will also introduce innovative sustainable agricultural practices (taking successful cases from other sites and countries such as Colombia and taking advantage of UNDPs network of experts), that have been proven to be effective as income-generating, environmentally-friendly management tools with positive effects on biodiversity.

9417 Chad: Restoring Ecological Corridors in Western Chad for Multiple Land and Forests Benefits (IUCN)

The project will invest in a large landscape between the Sena-Oura National Park, bordering the Bouba Ndjida National Park in Cameroon, the Binder Lere Wildlife reserve and the Yamba Berte Forest Reserve to maintain the ecological continuity of this corridor area, preventing the degradation of the ecosystem and its role in terms of carbon sequestration. The project will focus on two main causes of GHG emission, namely agriculture and the disappearance of forests. The project aims to restore a landscape and ecological continuity to guarantee the ecological functionality of the forest massifs in the Mayo-Kebbi West region. It will reinforce local authorities and develop tools for land use planning and the management of natural resources, and forest resources. The project will restore the "human-environment" interface out the protected areas supported by GIZ and JICA projects.

Three main outcomes are: (1) A halt of degradation of the environment through a combination of actions of protection, restoration, and sustainable management of natural resources; (2) An increase in the ability of local authorities to manage natural resources; and (3) the mitigation of the effects of climate change.

By restoring these ecological corridors, the project targets multiple benefits provided by ecosystems, soils and forests: Increase of carbon sequestration (1,300,000 tons of CO₂e through 100,000 ha of land under SLM over the lifetime of the project), livelihoods, food security, water resources, and stopping of land degradation and desertification.

9424 Dominican Republic: Mainstreaming Conservation of Biodiversity and Ecosystem Services in Productive Landscapes in Threatened Forested Mountainous Areas (UNDP)

The project objective is to mainstream the conservation of biodiversity and ecosystem services in public policies and practices to effectively buffer current and future threats across productive mountain landscapes. The project will support systemic landscape management framework for effective cross sectoral governance of 3 threatened mountain landscapes (dry forest 17,000 ha, broadleaf forest 25,000 ha, pine forest 2,196 ha). It will also support conservation compatible production systems in threatened mountain ecosystems and conservation corridors and sustainable livelihoods that mainstream biodiversity friendly practices. This project is innovative for the Dominican Republic as it is the first effort to undertake comprehensive integration of biodiversity, sustainable forest management, and other ecosystem service values into land use planning. In targeting protected area buffer zones and corridors, it will demonstrate a holistic approach to development that protects biodiversity, forests, and the land.

This project is targeting efforts in 3 different areas of the country to incorporate environmental values into planning and decision making processes in buffer zones and corridors. The project will also work to support farmers and other land users to move towards more sustainable practices - working both at the policy and ground levels, and working with institutions that provide credit to farmers to incorporate environmental values into lending activities.

9429 Cuba: Incorporating Multiple Environmental Considerations and their Economic Implications into the Management of Landscapes Forests and Production Sectors in Cuba (UNDP)

Cuba is home to some of the Caribbean's best conserved reefs and innovative practices in sustainable agriculture. The project is bringing together different ministries and government institutions to develop legal, policy and institutional frameworks in key sectors favoring the generation of global environmental benefits; targeted scenario analysis guiding decision makers on the implications of different courses of action in the target sectors affecting natural resources and global environmental values; and pilot experiences generating, validating and demonstrating mechanisms for optimizing and internalizing the values of ecosystem goods and services in the target sectors and associated landscapes.

This project seeks to address one of the fundamental drivers of the loss of GEBs, which is the absence of the value of GEBs in decision making. This project will work at the national and ministerial level to establish new policies and programs as well as put them into practice in selected areas of biodiversity, forest and land value. By focusing on new programs, policies and information within many different ministries beyond the environment to create new standard operating procedures, the changes resulting from this project will be long lasting.

9434 Timor-Leste: Securing the Long-term Conservation of Timor-Leste Biodiversity and Ecosystem Services through the Establishment of a functioning National Protected Area Network and the Improvement of Natural Resource Management in Priority Catchment Corridor (CI)

The project aims at securing the long-term conservation of Timor-Leste's biodiversity and ecosystem services through the implementation of a National Protected Area Network and the improvement of natural resource management in priority catchment corridors. The project also aims to build the understanding, ability, and capacity of the local communities, to manage their own resources in accordance with the collaborative management requirement of the country.

GEBs expected include: (i) at least 17% of the country's territory is under formal protection; (ii) average household income increased by at least 5% over the baseline; (iii) trained unemployed youth; (iv) at least 500 ha of community forests under sustainable management; (v) at least 500 ha of degraded land reforested; (vi) 10 community nurseries established and functioning; (vii) 10 community-based Conservation Groups participate in nursery and reforestation training. The project will also support Draft Community Forestry Policy for Timor-Leste which aims at the devolution of authority for forest management from Government to community members for long term economic benefits and maintenance of ecosystem goods and services.

9460 Ecuador: Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Program in Ecuador (UNDP)

Building directly on the experience, achievements and lessons of the GEF Small Grants Program in GEF5, this Medium Size Project will be implemented in the mosaic landscapes of 10 biological corridors distributed across four regions of Ecuador. These four regions are: Paramo, coastal dry forest and mangroves, and the Amazon rainforest. This project will enable Ecuador community organizations in "Bio-corridors for Living Well" to take collective action for adaptive landscape management for socio-ecological resilience. This new phase will implement bio-corridor projects at the landscape level that will allow for scaling up and consolidation of the bio-corridors. Consolidation will consider involvement of the most representative stakeholders in the landscape. Community organizations have achieved significant progress and GEF SGP will continue strengthening their capacities in order to lead the process, to achieve: ecological connectivity, sustainable production landscapes and bio-corridor partnerships. The activities will be implemented through a joint project that reflects the relevant needs of the bio-corridor, including the institutions that co-finance the proposal and the coordination and implementation mechanism for the project.

9477 Albania: Promoting Sustainable Land Management through Integrated Restoration of Ecosystems (UNEP)

The project's objective is to strengthen capacity and skills of national and local government institutions and promoting sustainable land management practices in Albania through integrated ecosystem restoration. While component 1 works on the regulatory framework and capacity building for SLM, component 2 will demonstrate and scale up best practices in SLM. The direct result will be 21,288 ha of area under SLM, with high replication potential in other districts.

The project is the first LD stand alone in the country and despite being focused on SLM and funded by only one focal area, the approach is integrated, which will help mainstream the SLM approach into national policy and allow for further replication in other affected areas of Albania. In this context, the project will contribute to the implementation of UNCCD's LDN concept.

LDFA Projects Approved in FY2017 (Third Year of GEF-6)

9265 Vietnam: Mekong Delta Integrated Climate Resilience and Sustainable Livelihoods Project (World Bank)

The project will strengthen institutional coordination and planning across the Mekong Delta, and improve resilience of people's livelihoods and assets to climate change in selected vulnerable sub-regions. It will adopt innovative approaches including: (1) strengthening information and decision support systems; (2) reinforcing institutional coordination, planning and capacity; and (3) identifying and financing low-regret investments (structural and non-structural) adopting an integrated landscape approach, in three key sub-regions of the Mekong Delta.

The project will contribute towards global environmental benefits including: (i) climate change mitigation through the reduction of anthropogenic emissions or enhancement of carbon sinks and reservoirs that are necessary for limiting long-term climate damage; (ii) rehabilitation of degraded land and soil through the efficient use of land, soil, water and vegetation in existing agro-ecosystems.; (iii) sustainable forest management and biodiversity conservation with a focus on mangrove restoration and rehabilitation, improve sustainability of protected areas; and mainstream conservation of biodiversity and ecosystems into production/landscapes/seascapes and sectors; (iv) enhanced management of transboundary water system and investments targeting fisheries and coastal habitats; and (v) lead to a number of adaptation co-benefits through improved management actions. Estimated global environmental benefits include 2 million has under sustainable land management; and 4.5 million tons of CO_{2e} emissions mitigated.

9266 Eritrea: Restoring Degraded Forest Landscapes and Promoting Community-based, Sustainable and Integrated Natural Resource Management in the Rora Habab Plateau, Nakfa Sub-zoba, Northern Red Sea Region of Eritrea (UNDP)

The objective of this project is to promote landscape restoration and mainstream sustainable land management, forestry and biodiversity conservation into land-use planning and agricultural production practices in the Rora Habab Plateau, in the northern Red Sea Region of Eritrea. There are have been few alternatives to enhance food security in Eritrea other than through intensifying agriculture and increasing agricultural productivity at farm level. In line with this, most investments have been made to restore soils and increase water availability for agriculture. A complementary approach is the restoration of degraded ecosystems to provide the ecosystem goods and services much needed by the local community, including grazing lands, fodder, non-timber forests products and firewood.

The project is designed to integrate sustainability aspects into the local production and resource management practices combining institutional capacity building with investments on the ground on at the landscape level and in forest enclosures. These interventions have the potential to halt the widespread degradation of land and ecosystems in the country, particularly in already-vulnerable landscapes, such as the Northern Red Sea region.

This project will increase institutional capacity and enabling framework for integrated landscape management, and facilitating the development of practical skills and demonstrated best practices for landscape restoration and sustainable agriculture targeting a total of 100,000 ha. It will also guide site-specific planning and implementation of landscape restoration, conservation and sustainable management to increase water availability and improve soil moisture, improved livestock grazing and livestock water management practices promoted to reduce rangeland degradation and promote livestock productivity, agro-forestry and forest restoration and regeneration promoted through establishment of community tree nurseries, and community-managed forest enclosures expanded through planting and assisted natural regeneration of indigenous and drought-resistant tree species.

9294 Mauritania: Integrated Ecosystem Management Program for the Sustainable Human Development in Mauritania (FAO)

The program's main objective is to increase the sustainable development of communities by reducing natural resources degradation through ecosystem rehabilitation, while creating and diversifying the sources of income for local communities in the Wilayas of Southern Mauritania. The project is innovative as this is the first time that Mauritania is programming nearly all their GEF resources to develop an integrated approach that will address the root causes affecting sustainable human development in view of scaling up in other areas of the country. The project has four components: (1) Integrated and participatory planning and management for the sustainable development of ecosystems;

(2) Conservation, restoration and sustainable management of the landscape/ecosystem; (3) Reduction of pressure on ecosystems through income generation and funding mechanisms; and (4) Coordination and program monitoring.

The project will directly operate on 45,000 ha of a mixed landscape of grasslands, forests, and croplands for a total of 2.5 million metric tons of CO₂e over a period of 20 years, with a potential for scaling up the approach up to 500,000 ha, in association of the efforts made under the Great Green Wall Initiative in Mauritania. The Global Environment Benefits will include a reduction in LD through SLM and reforestation, the enhancement of ecosystem services (soil health, water and air quality), the creation of a new protected area, the conservation of globally significant agricultural biodiversity, the increase of carbon storage, and the reduction of GHG emissions from land uses.

9388 Lebanon: Land Degradation Neutrality of Mountain Landscapes in Lebanon (UNDP)

The project has the long-term goal of achieving LDN in the mountainous areas of Lebanon. The project will review existing policies, legislation, procedures and regulations for land use and management in Lebanon, propose amendments and remove identified barriers. In parallel, the project will carry out rehabilitation of lands in 13 pilot project sites covering in total 5,200 ha sites leading to LDN in about 52,000 ha of mountainous lands.

The project is innovative in using GEF-6 LDFA STAR resources for explicitly striving to achieve LDN. Lebanon is one of the parties of the UNCCD that embraced the new concept of voluntary targets for LDN at the recent UNCCD COP. Towards this end the project involves the private sector and enhances collaboration between government agencies and the private sector. The project also includes the development of a communication and knowledge management strategy and the financial mechanisms to allow for scaling up from pilot scale to wider application in the country.

9537 Morocco: Revitalizing Oasis Agro-ecosystems through a Sustainable, Integrated and Landscape Approach in the Dra-Tafilalet Region (OASIL) (FAO)

The project will directly contribute to reduce land degradation and ground-water overexploitation, promote agrobiodiversity conservation and sustainable production intensification practices. The overall objective of OASIL is to revitalize oasis agro-ecosystems in the Dra-Tafilalet region to be attractive, improve the resilience of local communities to climate change variability, and increase carbon sinks from better SLM practices. OASIL adopts an integrated landscape approach which is rooted in multi-level, multi-sector and multi-stakeholder participation, and considers the carrying capacity of the natural resource base of the oasis agro-ecosystem (land, water, biodiversity).

The project will reverse land degradation trends on over 60,000 ha of land. New and innovative climate smart agricultural practices and technologies will be introduced in order to reduce the emissions of GHGs and in order to increase the sink potentials. The overall mitigation benefits will amount to 1,482,488 tons of CO₂e over a 20-year period. Low-emission technologies and practices will also be promoted. The project will help to maintain globally significant agro-biodiversity in critical oasis landscapes, notably four traditional crops (Durum wheat, faba bean, lentil and alfalfa), but also the D'man sheep and Yellow bee of the Sahara.

9555 Mexico: Sustainable Productive Landscapes (World Bank)

This project aims to promote sustainable productive landscapes that foster connectivity of forest landscapes for biodiversity conservation and ecosystem services in priority areas of Mexico. The project will be implemented across 7 priority regions, identified based on their representativeness in terms of biodiversity, connectivity, land and forestry management activities, climate vulnerability and mitigation potential, ecosystem services, and agricultural production activities. Within each one of these broad priority regions, 12 possible intervention sites have been identified by focusing on the importance of biodiversity conservation and productive opportunities. The project will focus on promoting sustainable production landscapes, where production and conservation decisions are made jointly at the level of producers.

The project will lead to the following global environmental benefits: (i) increased application of good management practices in productive forests within project sites (pine, pine-oak and tropical forests) in 3,000,000 ha; (ii) sustainable land management in production systems (agriculture, rangelands, and forest landscapes) in 500,000 ha; and (iii) GHG emissions reductions of 6.6 million tons of CO₂e. The project is also expected to contribute to the conservation of biodiversity by establishing landscape connectivity between ecosystems, maintaining and improving the flow of agriculture and ecosystem services, mitigation of GHG emissions, promoting carbon capture and generally increasing socio-ecological resilience to climate change, while improving the welfare of the population through improved

production processes in economic and environmental terms. By supporting enhanced corridor integrity and connectivity, it will also contribute to preserve the resilience of regional ecosystems to climatic and other external pressures, including the preservation of species of conservation concern.

9730 Georgia: Generating Economic and Environmental Benefits from Sustainable Land Management for Vulnerable Rural Communities of Georgia (UNEP)

The project's objective is to develop and strengthen SLM practices and build capacity at municipal scale for their application for the protection of natural capital in Georgia through (1) Creating an enabling environment at municipal scale for achieving LDN voluntary targets; and (2) Pilot implementation of measures avoiding degradation, intensifying sustainable land management practices and land rehabilitation to improve ecosystem functions and services; and (3) Knowledge Management and Capacity Building.

Global environmental benefits include the adoption of SLM, and climate-smart agricultural practices will improve agricultural management that will reduce land degradation and secure ecosystem services over an area covering of at least 10,000 ha in the targeted municipalities. SLM activities envisaged in the project will increase resilience to climate change and contribute to emissions reductions, 16,500 tons of CO₂e will be sequestered through restoration of additional 10,000 ha of degraded land through application of sustainable land management (windbreaks rehabilitation, climate smart agricultural methods).

9409 Sri Lanka: Healthy Landscapes: Managing Agricultural Landscapes in Socio-ecologically Sensitive Areas to Promote Food Security, Well-being and Ecosystem Health (UNEP)

The project assists the Government of Sri Lanka to safeguard biodiversity in multiple land use areas through the operationalization of a new land use governance framework called "Environmentally Sensitive Areas", which will be primarily outside protected areas. The project would mainstream biodiversity using an integrated land management approach to ensure development, health and environmental benefits. It delivers global environmental and socio-economic benefits through a package of measures - practices, policies, knowledge management and awareness - that ensure future land use and production sector practices and decisions do not compromise biodiversity and ecosystem functions and recognize the importance of biodiversity, agriculture and health linkages. Measures include scaling up methods and tools to mobilize agrobiodiversity at the farm and community level, knowledge management partnerships, capacity building, cross-sector policies and planning and enhanced awareness and understanding of biodiversity, agriculture and health linkages so as to better manage future risks and safeguard ecosystem functioning.

The project employs the Resilience, Adaptation Pathways and Transformation Assessment (RAPTA) Framework to apply resilience and systems thinking during project development, implementation and monitoring to the issues of ecosystem health and human health.

9667 Dominica: Sustainable Land Management in the Commonwealth of Dominica (UNEP)

The project aims to implement an integrated land management model that includes agricultural, forestry and natural resources management practices, that generate development and critical environmental benefits in the Commonwealth of Dominica. The project will work in four administrative parishes (Saint David, Saint Paul, Saint Joseph and Saint Patrick), targeting an area of 40,460 ha and will contribute to improve the resilience to extreme weather events.

The project has two components to (1) enable a "whole island" landscape framework to plan, monitor and adapt land management, and (2) reduce the effects of land degradation on ecosystems services through Sustainable Land Management. The project will employ measures to reduce soil erosion rates due to improved agricultural practices and watershed rehabilitation on 6,000 ha (4,000 ha of degraded lands restored, 2000 ha of agricultural lands under SLM).

The project demonstrates for the first time in Dominica, integration of land degradation data and sustainable land management practices into land use planning and collaboration among different sectors. A key factor for sustainability will be the direct involvement of local communities and small farmers to improve land productivity and resilience to extreme weather events. They will be introduced to SLM practices through demonstration and training. Mainstreaming SLM into the Land Use and Land Management Plan will also be a way for sustainability, anchoring SLM into the institutions and the mechanisms.

9754 Moldova: Climate Adaptation & Forestry Project (World Bank)

The project will promote climate-resilient practices in the agriculture sector, by enhancing adoption of climate-resilient agriculture practices in selected rural landscapes by supporting: (1) scale-up of farmers' climate-smart agricultural practices and provision of related-advisory services; and (2) expanded up-take of irrigation services. The project will also support climate-resilient forest and pasture management through restoration and improved climate-smart management, as well as disaster risk reduction. The GEF funding will support the agroforestry interventions, whereas the co-financing will focus on irrigation, disaster risk management, and other interventions.

The project seeks to support climate-resilient practices in the agriculture sector and climate-resilient forest and pasture management, which is innovative in the context, sustainable as well as scalable. The sustainability and scalability will depend on the uptake of the practices. Capacity-building interventions are designed to support the sustainability and scaling-up.

9293 Mali: Scaling up a Multiple Benefits Approach to Enhance Resilience in Agro- and Forest Landscapes of Mali's Sahel Regions (Kayes, Koulikoro and Sagou) (AfDB)

The project aims to build resilience in both ecosystems and communities. The project is based on a landscape approach to Integrated Natural Resource Management in target district with considerations to the linkages between multiple ecosystem functions and services. The main objective is to enhance food security and multiple environmental benefits through sustainable, resilient and healthy agro- and forest ecosystems in the Sahelian regions of Mali based on a landscape approach. The project is based on three main components to (1) Promote integrated Landscape planning and Management for multiple objectives and resilience, (2) Provide a productive, protected, and healthy landscape to maintain diverse ecosystem goods and services (agriculture and forest), and (3) Learn, monitor, and adaptive management.

The integrated nature of the project will help to produce multiple quantifiable global environment benefits of (i) 5,000 ha of land under SLM in production systems (agriculture and rangelands), contributing also to Mali's Land Degradation Neutrality target; (ii) Avoided deforestation and forest degradation; (iii) Enhanced carbon stock through SFM, reforestation on a total 9,500 ha with a cumulative avoided GHG emissions (direct and indirect emissions reduction of 1,295,143 tons CO₂e); and (iv) Reduced prevalence of harmful chemicals and waste released into the environment (air and land).

9366 Cote d'Ivoire: Sustainability and Scaling Up Approaches for Transformational Management, Restoration and Conservation of Forests Landscapes and Biodiversity in Cote d'Ivoire (UNEP)

The project has the following components: (1) Promote institutional, legal strengthening of rural land tenure supportive of Payments for Environmental Services (PES) and REDD+; (2) Establish financial mechanisms supportive of PES and REDD; and (3) Manage less supported Protected Areas and surrounding ecosystems.

The implementation of this project is expected to generate multiple global environment benefits related to the regulation of ecosystem services with: (i) 9,000 ha of agricultural landscapes reforested; (ii) 8,000 ha of restored coastal area ecosystems, including mangroves; (iii) 145,430 ha of protected areas with improved management (Abokouamekro Fauna Reserve, Haut Bandama Fauna and Flora Reserve and Lamto Scientifique Reserve); (iv) 40,000 ha of lands under SLM and/or agroforestry practices; (v) 40,000 ha of restored forests in the Marahoue National park and the Mont Peko National Park. All these activities will generate carbon benefits with potential avoided GHG emissions of \$8.5 million tons of CO₂e and sequestration of 4.4 million tons of CO₂e.

9383 Benin: Sustainable Forest Management and Conservation Project in Central and South Benin (AfDB)

The project promotes sustainable forest management in central and south Benin by improving forest and land management to preserve forest cover, prevent biodiversity loss, and monitor carbon stocks and emissions. The project has three components: (1) Enhancing conservation of forest ecosystems and wildlife in classified forests (with the inclusion of 150,000 ha of communal forests in protected areas in the Key Biodiversity Area of Monts Kouffe et Wari-Marou, the improvement of management effectiveness of classified forests, and the establishment of three new wildlife ranches); (2) Improving sustainability and functioning of forest ecosystems (including the rehabilitation of 20,000 ha of forests, the promotion of agroforestry on 5,500 ha, institutional and legal support); and (3): Greenhouse Gas Emissions Inventory (with the strengthening of institutional capacities to monitor forest restoration and carbon stocks, and the development of robust GHG accounting methodologies, including the establishment of GHG emission baseline for communal forests).

The GEBs are multiple, coming from protection and sustainable management of forests, with 150,000 ha of communal forests included in protected areas and 41,000 ha under SLM, including agroforestry, community forestry, rangeland management, and plantations. The carbon benefits are estimated at 8,510,623 tons of CO₂e.

9385 Rwanda: Forest Landscape Restoration in the Mayaga Region (UNDP)

The project will be implemented in four districts in the Mayaga landscape: Kamonyi, Gisagara, Ruhango and Nyanza. It will engineer a shift from the business as usual scenario of economic growth at the expense of natural capital, to green growth that realizes development while at the same time securing forests and biodiversity areas. It also advances a green economy at the local level, based on active participation by private sector that links the communities and land users to the financial institutions. The project will do this by providing knowledge systems, incentives, skills and capacities for the adoption of a landscape approach to reverse the loss of ecosystem services within degraded forest landscapes, by promoting good practices conducive to SLM and biodiversity conservation; and, reducing pressure on the forest resources from more efficient rural energy consumption.

By combating deforestation and putting forests under sustainable participatory management, the project is expected to improve the ecosystem functionality and annually avoid emissions of 844 tons of CO₂ per ha. The restoration of forests on 1,000 ha and the adoption of climate smart agriculture on 56,000 ha will improve ecosystem functionality and ecosystem services, including the reduction of soil erosion (that ends up in Lake Victoria and the Nile). The Incentives for private sector engagement in advancing the uptake of energy efficient and green technologies are expected to reduce wood consumption by at least 30% and significant additional CO₂ emissions mitigated, as well as improved soil conditions and forest health and decreased air pollution with improved kilns.

9389 Mongolia: Ensuring Sustainability and Resilience (ENSURE) of Green Landscapes in Mongolia (UNDP)

The project will enhance ecosystem services in multiple landscapes of the Sayan and Khangai mountains and southern Gobi by reducing rangeland and forest degradation and conserving biodiversity through sustainable livelihoods. The project will build on and jointly work with the national program on green development, the project will support policy and institutional frameworks to implement the national program, and strengthen ecosystem services by reducing rangeland and forest degradation and conserving biodiversity through sustainable livelihood. The project will do this by: (1) enhancing policy and institutional frameworks to ensure that Mongolia's green development path delivers enhanced biodiversity and ecosystem services; and (2) operationalize best practices on sustainable pasture management and restoration in key biodiversity areas in Mongolia. The project will also implement green livelihoods initiatives that support sustainable rangeland and forest management and biodiversity conservation.

Global environmental benefits will be measured by enhanced ecosystem services across an estimated 1.29 million portion of landscapes across the 39.5 million ha of Sayan and Khangai mountains and southern Gobi, through planning and implementation of green development policies and practices. Specific focal area benefits include: (i) strengthened conservation of at least 5 iconic species such as Gobi bear, Bactrian camel, Przewalski horse, snow leopard, wild ass, Mongolia saiga antelope and mask deer; (ii) expansion of protected areas system of 0.94 million ha in KBAs; (iii) reduction of overgrazing in at least 300,000 ha of rangelands; (iv) improved forest cover and condition across total 45,000 ha of boreal and Saxaul forests; and (v) estimated emissions reduction of 918,000 tons of CO₂e over 20 years.

9437 Nepal: Integrated Landscape Management to Secure Nepal's Protected Areas and Critical Corridors (WWF-US)

The project objective is to promote integrated landscape management to conserve globally significant forests and wildlife. The landscape management approach represents a shift away from the current, globally implemented approach of focusing resources solely on isolated protected areas. The landscape approach recognizes protected areas as the foundation of biodiversity conservation and ensures sustainable land use and management of buffer zones around PAs, and corridors that connect PAs, to deliver forest and land management, and conservation of globally significant large ranging mammals (tiger, rhino and elephant).

The project has 4 components: (1) National capacity and enabling environment for cross-sectoral coordination to promote forest and landscape conservation; (2) Integrated planning for protected area buffer zones and critical corridors in the Terai Arc Landscape; (3) Forest and species management for improved conservation of targeted protected area buffer zones and corridors; and (4) Knowledge management and M&E. Through the development of an inter-sectoral and integrated landscape management capacity and the implementation of sustainable land use practices, the project

aims at improving the management of 110,400 ha of direct impact in project buffer zones and corridors and 2,471,000 ha of landscapes overall. The project is also expected to avoid GHG emissions estimated to be around 1.3 million tons of CO₂e.

9441 Colombia: Contributing to the Integrated Management of Biodiversity of the Pacific Region of Colombia to Build Peace (FAO and UNIDO)

The project is designed to mainstream the sustainable use and conservation of biodiversity and the provision of ecosystem services in vulnerable landscapes of Colombia's Pacific region in view of generating global and local environmental benefits and supporting the peace process. First, it will protect biodiversity and safeguard ecosystem services rendered primarily by forests by mainstreaming them at the level of landscapes and in the context of the peace process. Secondly, the project will implement an integrated management of protected areas, buffer zones and other complementary conservation strategies. Thirdly, the project will foster the implementation of sustainable productive practices, as a local development alternative to protect biodiversity and equally support the peace process. Through Green Business action planning, the primary, secondary and tertiary economic sectors will be targeted in a synergetic way to generate development and address some of the drivers of forest loss.

The proposed project approach includes the establishment of areas that are not formal protected areas, but function as such, among them different stewardship approaches and modalities of area protection and management that correspond to what is internationally known as Indigenous and Community Conserved Areas. The project seeks to mainstream biodiversity in 9 million ha and mitigate 2.7 million tons of CO₂e through improved forest protection and management.

9577 Grenada: Climate Resilient Agriculture for Integrated Landscape Management (UNDP)

This project will operationalize integrated agroecosystem management through mainstreaming biodiversity conservation in the production landscape and increasing resilience of agricultural system in Grenada. Grenada is known as the spice island, in particular because of their production of nutmeg. As tropical small island, they are especially vulnerable to extreme weather events such as Hurricane Ivan, which damaged or destroyed 90% of their nutmeg trees. Poor land management and agricultural practices also drive both the loss of biodiversity and land degradation in Grenada.

This project will address a number of barriers to the implementation of sustainable land management and agricultural practices while demonstrating and establishing support mechanisms for climate-smart sustainable agriculture. The project will address gaps in land use planning data and data management, regulatory systems, and capacity of relevant government agencies. It will catalyze the implementation of climate-smart agriculture through developing financial support mechanisms for farmers, improved soil and water quality monitoring, and upgrading propagation centers and extension services. In areas of biodiversity importance, the project will support establishing national parks in dry forests, improved management of riparian zones, and control of targeted invasive species.

The development of models of integrated management and planning of agricultural and natural areas can serve as an important guide for other Caribbean islands or small states in managing competing land use priorities and encouraging private land owners (farmers) to make changes in their practices.

9580 St. Vincent and Grenadines: Conserving Biodiversity and Reducing Land Degradation Using a Ridge-to-Reef Approach (UNDP)

The objective of this project is to enhance biodiversity conservation and ecosystem services conservation through an expanded and strengthened protected area system and with SLM measures integrated in a ridge to reef approach. The project will focus on four areas: (1) Strengthened institutional framework for protected areas, ecosystem conservation and SLM; (2) Integrated watershed management measures to reduce threats to upstream and downstream protected areas; and (3) Knowledge management for SLM, climate smart agriculture, and biodiversity conservation.

The support of sustainable land management is a key complement to the work on protected areas. The often-steep terrain, frequent extreme weather, lack of farmer organization for most crops, and other issues make addressing agriculture particularly important. This project will use model farms and extension training to help farmers to adopt new, more sustainable practices and crops. Also, the development of agricultural producer businesses will help generate greater revenue for farmers using sustainable practices.

9583 Argentina: Mainstreaming Biodiversity Conservation and Sustainable Land Management into Development Planning: Making Environmental Land Use Planning Operational in Argentina (UNDP)

This project will reduce biodiversity loss and land degradation in Argentina by mainstreaming biodiversity conservation and SLM approaches into the production practices of the main sectors driving these processes, namely the agriculture and livestock sector and the emerging threats from mining and infrastructure expansion in peri-urban areas. The approach to achieve this mainstreaming will be through spatial planning- Environmental Land Use Planning (ELUP). This will be based on criteria such as valuation of ecosystem goods and services and trade off scenario analysis to determine changes or modifications needed in production practices to reduce impact in priority areas in the landscape. It will support ELUP in 4 provinces, (Buenos Aires, Jujuy y Mendoza and San Luis), test production practices for different zones and model a mix of instruments to implement these restrictions in priority landscapes. These include command and control (e.g. fines, fiscal) approaches and incentives (e.g. preferential credit, market-based).

This will deliver direct benefits to 9 ecoregions with globally significant biodiversity or top priorities for combatting land degradation resulting in improved management of biodiversity rich landscapes covering 5.8 million ha and improved sustainable land management in 583,000 ha.

9586 Turkey: Contributing to Land Degradation Neutrality (LDN) Target Setting by Demonstrating the LDN Approach in the Upper Sakarya Basin for Scaling up at National Level (FAO)

The project is the first national project in GEF-6 that targets the implementation of LDN *at the national level*, using GEF resources. The intricate link with the UNCCD implementation ensures sustainability and there is a high likelihood for scaling the model up at the national level. The project will develop a model for LDN target setting, planning and implementation in the Sakarya Basin for scaling up at national level. It will take a phased approach by first strengthen the enabling environment for LDN and multi-sectoral land-use planning processes in Turkey, followed by a decision support system for LDN that will first be piloted in the Sakarya Basin in Northwestern Turkey. The pilot will also include activities at the ground to achieve land degradation neutrality in the basin. Ultimately, the model will be scaled up and applied at national level.

GEBs include: (i) increased coverage of SLM and SFM on 14,000 ha; (ii) increased area of landscape under sustainable management (4 million ha); and (iii) improvement of provisioning of ecosystem services.

9745 Iraq: Sustainable Land Management for Improved Livelihoods in Degraded Areas of Iraq (FAO)

The project seeks to combat land degradation and conserve marshland ecosystems for improved livelihoods and ecosystem resilience, services, and access. The key interventions in support of this objective are: (1) to strengthen the enabling environment to support sustainable land management (SLM) and conservation agriculture (CA) in degraded marshland ecosystems in Iraq, including developing the policy framework, spatial mapping capabilities and capacity of government agencies; (2) to rehabilitate degraded productive land through sustainable land management and conservation agriculture practices and restore and implement sustainable management of marshland ecosystems through SLM, CA and development of local communities' livelihoods; and (3) enhanced awareness of the importance of agriculture for sustainable land management and food security, and project implementation based on results-based management and application of lessons learned.

The project will benefit 500 smallholder vulnerable households in five locations, and 4,000 ha of marshlands, and 6,000 ha of degraded land close to marshlands (3,000 ha owned by the Government, and 3,000 ha owned by smallholders).

The project is fully in line with national plans and priorities. These include Iraq's National Development Plan, National Communication to the UNFCCC, and the National Action Plan to Combat Desertification, as well as support to the setting of LDN targets.

9774 Global (Argentina, Burkina Faso, Bhutan, Belarus, Colombia, Cabo Verde, Dominican Republic, Eritrea, Gambia, Jamaica, Madagascar, Mali, Malaysia, Nepal, Panama, Congo DR): GEF SGP Sixth Operational Phase- Strategic Implementation Using STAR Resources Tranche 1, Mainly in LDCs and SIDS (UNDP)

This tranche of the SGP project includes 16 countries which have endorsed supplementary STAR funding aiming to sustain and increase involvement of communities and civil society in advancing the impact of the SGP and ensuring safeguarding the global environment from the bottom up. Among the 16 countries, there are eleven Small Island

Developing States (SIDS) and Least Developing Countries (LDCs) where SGP plays an important role in building necessary capacity for conserving the global environment.

The objective is to support the creation of global environmental benefits and the safeguarding of the global environment through community and local solutions that complement and add value to national and global level action, in particular through: (1) Community Landscape and Seascape Conservation; (2) Climate Smart Innovative Agro-ecology; and (3) Low Carbon Energy Co-Benefits. Community innovations in SGP are manifested in the testing of low-cost technologies and sustainable production methods, in new methodologies for the involvement of stakeholders, and in integrating traditional decision-making processes within the wider frameworks and action relevant meeting country commitments to international environmental agreements.

Relevant Projects Approved under Other Funding Windows in FY16 and FY17

9051 Regional: Moringa Agro-forestry Fund for Africa (Non-Grant Instruments) (AfDB)

The project will scale up investment in agroforestry activities in selected African countries for biodiversity conservation and reduced land/forest degradation. The project targets the improvement of management of landscapes on 79,000 ha to maintain significant biodiversity and associated ecosystems goods and services. The project also targets more than 200,000 ha of production systems under sustainable land and forest management. The proposed activities will support transformational shift towards a low emission and resilient development path, mitigating 9.5 million of tons of CO₂e.

The Moringa Fund will invest in five to six scalable, replicable agroforestry projects in Sub-Saharan Africa that combine plantation forestry with agricultural elements to capture most of the value chain. The Fund is associated with a grant-based technical assistance facility which will provide resources to strengthen the development impact. It will also help in building community resilience to climate change and changing economic circumstances by enabling them to diversify revenue streams from agro and forestry products as well as carbon and other ecosystem services.

The Moringa Fund will act as a platform to attract financing partners (Compagnie Benjamin de Rothschild CBR, European Investment Bank), forestry sector business (small and medium enterprises, micro-operators, farmer organizations), the final beneficiaries being smallholder farmers. The Fund will include safeguard principles to analyze land ownerships, avoid land grabbing, and will watch with particular concern potential invasive species. Local communities, including indigenous people, will be consulted prior to activities to identify customary rights.

9277 Regional (Latin America and Caribbean): Risk Mitigation Instrument for Land Restoration (Non-Grant Instruments) (IADB)

The project will result in two Land Restoration Projects totaling 22,500 ha and two Integrated Natural Resource Management Projects totaling 22,500 ha, both guaranteed by the Risk Mitigation Instrument. Enhancements to carbon stock are estimated to yield GHG emissions mitigation benefits of 4.5 million tons over ten years. The project will support activities in intercropping, shade grown and sylvo-pastoral systems, timber and non-timber forests products, and improving the flow of ecosystem services. Beneficiaries for the risk mitigation instrument will be carefully selected through a rigorous project approval process conducted by IADB, including financial due diligence.

The Risk Mitigation Instrument is innovative for its use of a donor-supported financial instrument that will enable private sector capital to invest in restoration projects. GEF funds will be used to provide either guarantees or subordinated loans which will help catalyze additional public and private sector investments by reducing perceived risk and providing a model to address remaining risks. GEF returns will be based on the type of instrument used, with fees for guarantees and interest earned on subordinated loans. Risk mitigating instruments are used in other sectors (e.g. energy efficiency and renewable energy investments), but such instruments are less common in the land use sectors.

The IADB and impact investors will carefully evaluate the financial sustainability of every sub-project according to normal due diligence procedures. The first-loss position assumed by the Risk Mitigation Instrument will improve investors' ability to finance restoration projects, but investors and lenders will maintain their commitment to the financial sustainability of investments. Guarantees and loans will only be provided where there is a clear case for

additionality. Related, the Risk Mitigation Instrument will be deployed following a principle of minimum concessionality, meaning that sub-projects supported by the Instrument will receive the minimum amount of GEF resources required to make them viable.

9719 Global: Piloting Innovative Investments for Sustainable Landscapes (Non-Grant Instruments) (UNEP)

The GEF's use of non-grant instruments is a critical catalyst to shift incentives towards expanding production on existing converted agricultural land as well as degraded land in combination with solid forest protection commitment. Using proven business models for blended finance, the GEF and its partners can leverage private sector investment for the protection of the global commons. The GEF financing of \$2 million is linked directly to a loan of \$20 million and grant of \$30,000,000 from the Government of Norway's International Climate and Forest Initiative (NICFI) to the Sustainable Trade Initiative (IDH). The NICFI-IDH Partnership Program will create impact through two essential mechanisms: convening and financing.

The GEF project supports the program through piloting the de-risking of commercial financing of deforestation-free land-use through building a finance facility, called "Production and Protection Fund"; developing a pipeline of investable projects; and testing it by supporting investments in the selected landscapes in Brazil, Indonesia and Liberia such that these private investments deliver 1.25 million ha of forest protection as well as livelihood improvements for smallholders and communities living in those forests. The project will specifically target seven landscapes in Brazil, Indonesia and Liberia namely Brazil: (1) the State of Mato Grosso; Indonesia: (2) South Sumatra and Jambi, (3) West Kalimantan and Aceh; (4) Liberia; (5) the South East Landscape, (6) the Western Landscape and (7) the Nimba Landscape.

The project will deploy public climate funds to de-risk and leverage private sector investments in sustainable agricultural production on the condition of strict forest protection measures. In the case of the Production, Protection and Inclusion Fund this means interventions will include provisions to improve access to capital to finance the core commercial activities related to production of agricultural commodities and providing finance at concessional rates (to make it financially attractive for the borrower or investee company) in return for commitments to protect the forest and peat lands of high conservation value and high carbon stocks.

With the change-in-business-practice, both in the land-use sector and the financial sector, the project will influence direct protection of an estimated 250,000 ha of forest (including reforested areas), avoid deforestation on 180,000 ha, and promote sustainable production on 84,000 ha. This will result in an estimated 222,600 tons CO₂e mitigation (avoided or sequestered).

9199 Bhutan: Enhancing Sustainability and Climate Resilience of Forest and Agricultural Landscape and Community Livelihoods (multi-trust fund: GEF/LDCF) (UNDP)

This integrated multi-trust fund project seeks to address adverse impacts of climate change and other anthropogenic threats (e.g., land conversion, unsustainable agriculture) on rural livelihood security and poverty, as well as on the ecological integrity of biodiversity-rich forested landscapes. The project has three components to: (1) enhance policy, planning and monitoring frameworks for integrated management of forest and agricultural landscapes and climate change resilience at national, sub-national and village levels; (2) strengthen the biological corridor network governance and management systems in pilot corridors; and (3) build resilience to climate change in vulnerable communities, specifically reducing vulnerability in livelihood activities, agricultural practices and supporting systems (such as improved performance of market access roads in heavy rainfall, provision of post-harvest storage and processing facilities).

The project is expected to yield livelihood resilience benefits for at least 96,400 people, improve the management of 1.3 million ha of landscape that is significant for biodiversity, bring 100,000 ha under sustainable land management, and result in 3.57 million tons CO₂e in carbon benefits.